

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

Finam : Renoncer à la logique de "business as usual" pour faire face à la crise



Lire p.5

Prix de l'Innovation pour l'Afrique 2018



Lire p.7

DEVELOPPEMENT DURABLE

PIQAC - PRMN : Des résultats satisfaisants et encourageants



Lire p.19

CONSO & SANTE

Des recettes « detox » étonnamment simples



Lire p.22

DOSSIER

EDUCATION, FORMATION, OPPORTUNITE ECONOMIQUE



Le Gabon promeut l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix

JA Gabon : «Un patron pour un jeune entrepreneur», un programme anti-crise

Spa Yacine : des coachs polyvalents, formation continue et pourquoi pas le E-Learning ?

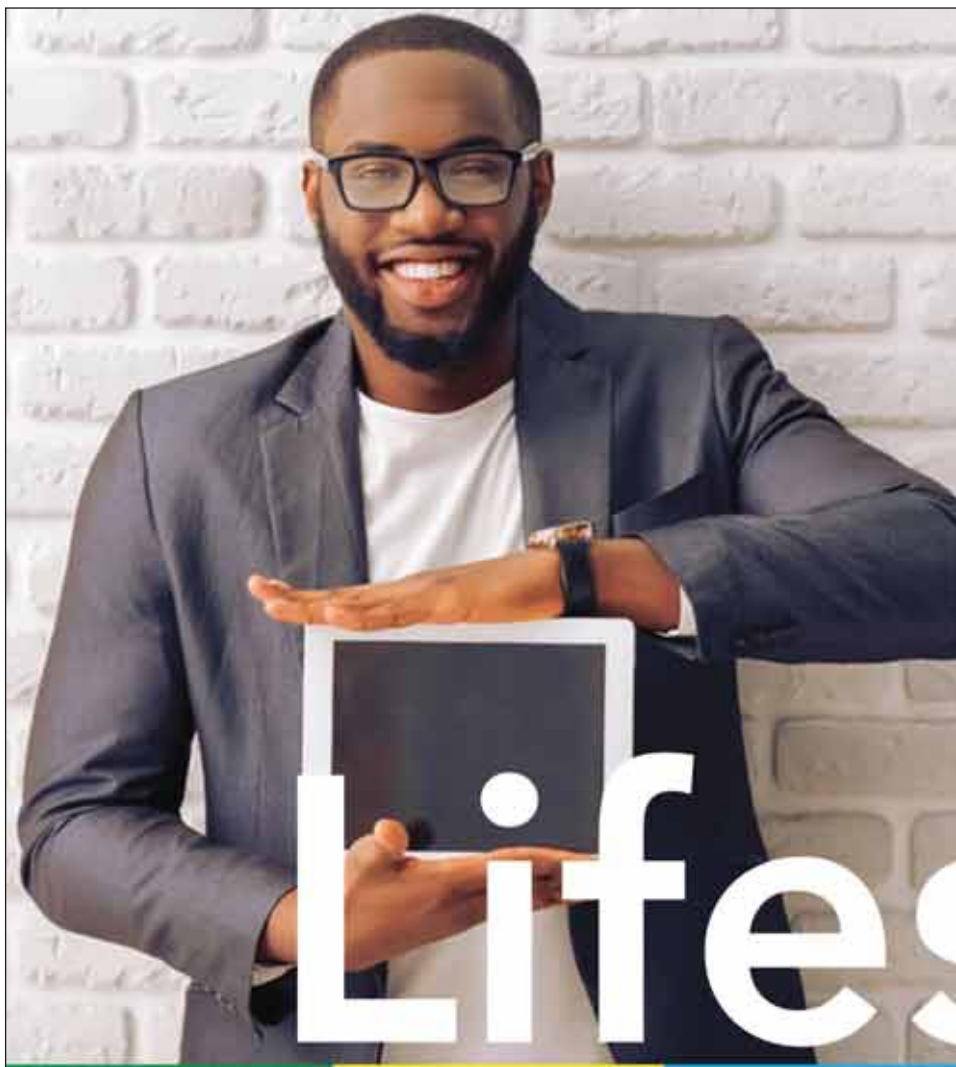
L'École Ruban Vert, un concept unique en Afrique pour une éducation d'excellence

Lire pages 10-17

Dans notre prochain numéro
BANQUES & ASSURANCES

N°61
NOV
2017





Lifestyle

Votre nouvelle rubrique

PROMOTIONNELLE...

✓ Présentation de
votre établissement

✓ Annonce de vos
événements

✓ Pub avec coupon
promotionnel

✓ Startup :
faites vous connaître

✓ Lancement de
produit



... à des tarifs
très **PRÉFÉRENTIELS**

Sommaire N°60

VIE ECONOMIQUE

4-9

Les Corporate Awards Gabon 2017 à Libreville en novembre prochain

P.4

Banque mondiale : croissance modeste pour l'Afrique subsaharienne

P.8

L'Arabie Saoudite contrainte à réduire de nouveau sa production de pétrole

P.8

DOSSIER

10-17



DEVELOPPEMENT DURABLE

18-19

« Olam a généré en quatre ans la création de 10 922 emplois directs »

P.18

TIC

20-21

Ecobank lance une application révolutionnaire avec la carte Visa

P.20

Gabon : Canal+ se lance dans l'offre triple play et menace Gabon Telecom

P.21

Édito

Débloquer le potentiel jeune en passant du dividende démographique à l'économie

Par Dr. Neltoh

L'ignorance est, avec la misère et l'injustice, la source essentielle de tous les conflits, y compris du terrorisme si dramatiquement présent dans le monde actuel (plus de 300 morts et 400 blessés en mi-octobre 2017 à Mogadiscio en Somalie). Les défis éducatifs et de la formation professionnelle doivent être au cœur des préoccupations de tous les Etats du continent. En effet, l'effort pour permettre l'accès de tous (filles et garçons) à l'éducation de base doit se prolonger par celui en faveur de la formation professionnelle et technique adaptée aux exigences du développement et de l'emploi. La responsabilité essentielle, dans cet effort immense et primordial pour l'accès de tous à l'éducation et à la formation professionnelle et technique, appartient à l'Etat.

Toutefois, l'engagement en faveur du développement en vue de la réduction de la pauvreté et des inégalités est un impératif absolu si l'on veut mettre fin au scandale de la misère et améliorer l'égalité des chances et les chances de la paix. Il s'agit en fait, dans le cadre du partenariat public et privé (PPP), de mutualiser les stratégies et les moyens pour y arriver. Notre approche consiste à mettre fin à la sous-qualification professionnelle des jeunes et à leur trop grande exclusion du monde du travail.

Pour garantir la Paix et améliorer la qualité de vie des populations, il s'agit de contribuer aux renforcements des capacités de l'éducation et de la formation aux métiers pour le transfert de compétences aux jeunes déscolarisés et scolarisés en zone rurale et urbaine. A preuve, la convention signée, le 6 octobre dernier, entre le ministère des PME et le Centre d'études et de prospective stratégique Gabon (CEPS-Gabon), avec le soutien du Bureau de l'UNESCO, s'inscrit dans ce sens et dans celui du prolongement du partenariat public privé. L'objet de la convention porte également sur l'organisation biennale d'une école nationale d'été ouverte à des jeunes âgés de 18 à 40 ans porteurs potentiels de projets d'entreprise coopérative dénommée « Campus-Coopératives ». Cette école devrait aboutir à la création d'un incubateur d'entreprises coopératives en vue de promouvoir l'économie sociale et solidaire au Gabon.

JA Gabon, très porté sur l'entrepreneuriat, l'employabilité et l'éducation financière, n'est pas en reste puisqu'il a fait appel à un mécénat de compétences afin d'intégrer les leaders d'entreprise dans son programme « Un patron pour un jeune entrepreneur ». C'est en fait un programme qui permet aux chefs d'entreprise et aux salariés volontaires de mettre bénévolement leurs compétences au profit de la formation pratique en entreprise des jeunes entrepreneurs. Dans ce contexte, les patrons peuvent donc s'entourer de leurs salariés pour organiser des ateliers, animer des renforcements de capacités des jeunes. Ce qui permet de créer une véritable relation de solidarité entre les patrons et les jeunes entrepreneurs gabonais.

L'autre stratégie de formation adoptée par JA Gabon s'appuie sur des organisations internationales telles que l'Union Européenne, qui a créé un appel à candidature nommé AFIP (Appui à la Formation et à l'Insertion Professionnelle). JA Gabon a répondu à cet appel à candidature afin d'étendre l'éventail de ses sources de formation et de soutien à l'entrepreneuriat jeune. Cette formation s'adresse à un jeune public de 16 à 25 ans, défavorisé, déscolarisé, sans qualification et sans emploi. Elle a pour objectif premier d'aider ces jeunes à s'insérer dans le monde de l'emploi.

Au-delà de cette stratégie en partenariat avec des organismes internationaux et établissements bancaires de développement, les chefs d'entreprise ont également opté pour des formations internes via des ateliers et séminaires ou en ligne avec l'application E-LEARNING. C'est le cas de la résidence hôtel LE NOMAD et de SPA YACINE qui se proposent de faire appel à des instructeurs professionnels qui interviennent par écran interposé. Il s'agit d'un apprentissage en ligne de plus en plus utilisé par les entreprises. Ce modèle de formation est très ludique et peut être adapté aux critères du pays parce que modulable. Des pistes de formation professionnelle et technique qui peuvent être adoptées afin de gérer l'envergure et la complexité croissantes du défi de l'emploi des jeunes et ainsi créer les conditions optimum pour une véritable croissance inclusive ■

Directeur de la publication

Philippe Chandezon
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Neltoh NARGONGAR
Anne-Marie JOBIN
Nancy DIGOMBE
laredaction@economie-gabon.com

Correspondant Royaume-Uni

Blanche MATCHANGA

Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG

contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Rédacteur en chef éditorial

Dr. Neltoh NARGO
Tél. : +241 07 41 26 42
laredaction@economie-gabon.com

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie

Donald ELLA

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

Les Corporate Awards Gabon 2017 à Libreville en novembre prochain

La Rédaction



«Célébrons les meilleurs de la sphère entrepreneuriale africaine! Des structures qui distillent le changement, l'innovation, qui créent des modèles et fournissent une plateforme favorable à l'excellence.» C'est le thème des Corporate Awards Gabon 2017 qu'organiseront à Libreville FabAfric PR et AG Partners.

Après la première édition qui s'est tenue au Cameroun du 1er au 3 décembre 2016 à Pullman Douala Rabingha, et qui a connu la participation de près de 50 entreprises qui ont planché sur leur gestion du personnel et la relation qu'elles entretiennent au quotidien en entreprise, Libreville accueillera, le 25 novembre 2017 à l'hôtel Radisson Blu Okoume, la deuxième édition de « The Corporate Awards ».

Un évènement d'envergure qui vise à célébrer et récompenser les entreprises qui mettent un point d'honneur au respect des bonnes

pratiques managériales en entreprise. The Corporate Awards offrira aux entreprises du Gabon l'occasion de partager leurs histoires d'entreprise au niveau international en tant qu'employeur de choix, avec pour objectif la promotion des entreprises qui inspirent le changement et l'innovation, qui favorisent l'éclosion de modèles dynamiques et qui laissent libre cours au génie.

Ce concept élaboré par FabAfric PR en partenariat avec AG Partners et soutenu par des organisations réputées, est destiné à inviter les entreprises qui comprennent l'importance du progrès, de l'esprit communautaire, de la responsabilité sociale, du dévouement des employés et de l'autonomisation, à apporter leur collaboration à cette initiative novatrice.

METTRE SUR PIED DES RÉFÉRENCES INTERNATIONALES ET COMMERCIALISER LES ENTREPRISES EN AFRIQUE

Perril Jean Nyodog, directeur général de Tradex, et par ailleurs Président du Conseil d'administration des Corporate Awards, a déclaré à cet effet : «*Nous pensons qu'il est temps de capitaliser sur la richesse des entreprises prospères en reconnaissant leur engagement à soutenir les meilleures pratiques et à respecter les normes applicables dans le domaine des ressources humaines.*

L'équipe d'organisation, au terme d'une réflexion poussée, a soigneusement choisi six distinctions : Service à la clientèle, responsabilité sociale des entreprises, investissement dans le capital humain, égalité des chances entre les sexes, innovation et employeur de choix. Chaque entreprise dont les bureaux sont physiquement situés au Gabon, enregistrée sous le système

Ohada, avec plus de 50 employés, et qui consentirait à fournir des informations pertinentes à l'équipe de recherche et à indiquer la catégorie qui selon elle lui conviendrait le mieux, est invitée à participer à cet évènement. Une opportunité de mettre sur pied des références internationales et commercialiser les entreprises en Afrique ■

Source : AG Partners

Mettre la gouvernance au service de la transformation structurelle

Les pays africains sont entrés dans le nouveau millénaire avec un bilan remarquable de croissance économique. Avant la crise financière et économique mondiale, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5,7 % par an entre 2001 et 2008. En 2009, la croissance est tombée à 2,5 %, les pays africains ayant été touchés par la baisse de leurs exportations, ainsi que par la réduction des investissements et des aides à destination du continent. Cependant, l'efficacité de la gestion macroéconomique, l'augmentation et la diversification du commerce et des investissements avec des pays émergents, la croissance de la classe moyenne, l'augmentation de la consommation intérieure et l'intensification de l'intégration régionale ont permis aux pays africains de résister aux effets de la crise mondiale et de retrouver un taux de croissance de 3,3 % par an entre 2010 et 2015. La croissance moyenne en Afrique est restée modérée en 2016 (3,7 %), et devrait atteindre 4,5 % en 2017.

DES RÉSULTATS MOYENS EN SÛRETÉ ET ÉTAT DE DROIT

Selon les Perspectives économiques en Afrique, cette croissance durable s'explique par l'amélioration de la gouvernance macroéconomique, le renforcement de la demande intérieure et un environnement économique plus favorable. En effet, 37 pays africains ont connu une amélioration de leur note de gouvernance globale (l'ensemble du continent a gagné un point, de 49 à 50, entre 2006 et 2015), et environ 70 % de la population africaine a bénéficié de l'amélioration de la gouvernance. Cependant, la majorité des pays africains a obtenu des résultats moyens dans la catégorie Sûreté et État de droit (sécurité personnelle, sécurité nationale, responsabilité, corruption et bureaucratie) ■

Source : www.uneca.org

Finalisation de l'Indicateur du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)

Le Centre africain pour le genre a organisé une réunion du groupe d'experts du 9 au 10 octobre dernier à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour recevoir des recommandations pour la finalisation du rapport régional sur l'Indicateur du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). Ce Centre dirige le travail sur le genre et le développement au sein de la Commission économique pour l'Afrique.

La Rédaction

La réunion a rassemblé environ 40 participants dont les secrétaires principaux des ministères chargés de la supervision des affaires de genre et des représentants des bureaux nationaux de statistique de la Guinée, du Libéria, de la Namibie, du Niger, du Rwanda, des Seychelles, du Sierra Leone, de l'Afrique du Sud, du Swaziland et du Zimbabwe depuis la phase III de l'AGDI et le Tchad, Guinée-Bissau, Maurice, Mauritanie et São Tomé et Príncipe à partir de la phase IV de l'AGDI. D'autres sont des statisticiens et des experts dans les domaines d'intérêt de l'indice.

Lorsqu'il est prêt, le rapport fournira aux États membres des données et des informations utiles pour améliorer la planification, le contrôle et la prise de décisions sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les décideurs et les activistes du genre seront mieux en mesure de comprendre les problèmes qui entravent la mise en œuvre des



Promouvoir l'égalité du genre en Afrique

recommandations contenues dans les rapports nationaux de l'IDISA. Ces rapports figurent dans le rapport régional à finaliser lors de la réunion. Le document final permettra au Centre africain pour le genre de se positionner davantage pour intégrer plus efficacement le genre dans les politiques et les programmes entrepris par les États membres pour parvenir à l'Agenda 2030.

CONSOLIDATION DE L'INDICE AFRICAIN DU GENRE ET DU DÉVELOPPEMENT

Les programmes et les produits du savoir du Centre mettent en évidence la valeur de l'utilisation de statistiques sensibles au

genre pour décider des priorités politiques nationales. À cet égard, l'Initiative continentale pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes vise à produire des statistiques précises et des recherches sur les politiques, y compris la consolidation de l'Indice africain du genre et du développement.

LES ATTITUDES CULTURELLES, SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES AXÉES SUR LES HOMMES ÉTOUFFENT L'AUTONOMISATION DES FEMMES

La Commission économique pour l'Afrique a présenté l'IDISA en 2004

qui mesure l'écart dans le statut des hommes et des femmes africains. L'IDISA évalue également les progrès accomplis par les gouvernements africains dans l'application des politiques pour l'égalité des femmes et des filles dans la société. Ceci, ensuite, confirme l'objectif 5 des Objectifs de développement durable des Nations Unies, qui appellent à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles.

Malgré les progrès des femmes africaines depuis des années 1960, les attitudes culturelles, sociales, économiques et politiques axées sur les hommes continuent d'étouffer l'autonomisation des femmes. Les statistiques sur le genre sont très nécessaires à la planification et à la mise en œuvre des politiques, des programmes et des projets et également nécessaires pour surveiller et évaluer les politiques, les programmes et les projets et fournir les bases de données probantes pour la recherche. En outre, les statisticiens pourront institutionnaliser la collecte, l'analyse, la gestion et la diffusion de ces données dans les systèmes statistiques nationaux.

Jusqu'à présent, 41 pays ont entrepris les études nationales sur rapport régional sur l'IDISA. L'Afrique du Sud a entrepris le processus deux fois ■

Source : [uneca](http://www.uneca.org)

ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FINAM GABON

Renoncer à la logique de “business as usual” pour faire face à la crise

Finam Gabon emploie 190 salariés qui sont au service de quelque 86 000 clients. 7 000 personnes bénéficient actuellement de ses crédits. Ses clients sont des commerçants, des associations, des fonctionnaires, des MONP (Mains d'œuvre Non Permanentes), des salariés du privé, des PME/PMI, qui bénéficient des gammes de produits diversifiés, à savoir épargne, crédit, change manuel, transferts d'argent. Malgré la difficile conjoncture économique actuelle, Finam Gabon se porte bien.

Par Dr Nelto



M. Mve Assoumou Gilbert,
directeur général Finam



ECONOMIE GABON+ : Finam Gabon est à sa douzième année d'activités au Gabon. M. le Directeur Général, voudriez-vous bien nous présenter votre établissement de seconde catégorie et nous faire en même temps le bilan de ses activités douze ans après son implantation dans notre pays. Comment se porte Finam Gabon en cette période de difficile conjoncture économique?

Directeur général de Finam Gabon : Il faut rappeler de prime abord que Finam a obtenu son agrément du Ministère de l'Economie et des Finances en 2005 après avis conforme de la COBAC, lui conférant le statut de N°1 des Entreprises de micro finance (EMF) de 2^e catégorie au Gabon. Mais en réalité, Finam est née et bénéficie de l'expérience d'une coopérative d'entraide qui fonctionne sous forme associative depuis 1982. A ce jour, Finam compte 16 agences interconnectées fonctionnant en temps réel et réparties dans 6 provinces du Gabon. Finam Gabon, c'est 190 salariés au service de quelque 86 000 clients. 7 000 personnes sont bénéficiaires actuellement de nos crédits. Nos clients sont des commerçants, des associations, des fonctionnaires, des MONP (Mains d'œuvres Non Permanentes), des salariés du privé, des PME/PMI, qui bénéficient de nos gammes de produits diversifiés, à savoir épargne, crédit, change manuel, transferts d'argent. Je puis vous dire que Finam Gabon se porte bien. Nous avons passé aisément la période de vulnérabilité des institutions de micro-finance qui est de 0 à 5 ans. Notre développement s'est accéléré par la suite. Le chemin parcouru a permis de se consolider graduellement. Il faut dire, par ailleurs, que la Finam a commencé, depuis l'année 2016, son

“Le chemin parcouru a permis de se consolider graduellement. Il faut dire, par ailleurs, que la Finam a commencé, depuis l'année 2016, son internationalisation par le Togo”

internationalisation par le Togo, et y compte 8 agences à l'heure actuelle, et plus de 7 000 clients.

MISE EN PLACE D'UN PROCESSUS DE RÉSILIENCE COMPORTANT DES MESURES ET ACTIONS CORRECTIVES

ECONOMIE GABON+ : Pouvez-vous nous dire en quelques mots, la stratégie adoptée par Finam pour faire face à la crise économique actuelle due à la chute drastique du prix du baril de pétrole ? Une difficile conjoncture économique qui a contraint certains établissements locaux de la micro-finance à mettre la clé sous le paillason. Qu'est-ce qui fait votre force de résistance ?

La crise économique que nous vivons depuis près de trois ans met à l'épreuve la capacité de résilience de notre établissement face à une situation de turbulence. Et j'entends par résilience, non pas la capacité de résister d'un seul bloc contre vents et marées, mais plutôt la capacité à se réorganiser de façon structurée, de façon à atténuer les effets de la crise et permettre que l'établissement continue à se développer et à se projeter dans l'avenir.

Autrement dit, pour faire face à la crise, nous devons renoncer à la logique de “business as usual”, qui signifie continuer nos activités habituelles comme si de rien n'était, et adopter une démarche plus structurée qui intègre la gestion permanente de la crise afin de limiter le risque de défaillance de l'établissement.

C'est ainsi que, dès le début de la crise, nous avons mis en place un processus de résilience qui comporte certaines mesures et actions correctives. A titre d'exemple, nous avons volontairement freiné les décaissements de crédits en limitant leur renouvellement aux anciens clients tout en s'abstenant des crédits progressifs. Nous observons une grande vigilance sur les crédits aux nouveaux clients. C'est également le cas de notre désengagement des segments de marchés devenus plus risqués à cause du lien direct à la conjoncture. Il en est ainsi des fournitures de services au secteur pétrolier et des BTP.

Au-delà de la crise et en se projetant à l'avenir, nous envisageons une stratégie de Rebond multidimensionnelle qui intègre simultanément plusieurs volets. Celle-ci signifie que malgré la crise, nous n'allons pas renoncer à notre stratégie d'expansion. Elle se poursuivra à un rythme approprié et au moment opportun sur le plan local en même temps que le développement à l'international. Viennent ensuite s'ajouter la diversification vers des nouveaux marchés de client et l'innovation pour les services offerts à notre clientèle cible. Nous

y associerons également le développement d'une culture de vision à long terme. Car les risques actuels provenant de la crise ne doivent pas nous faire perdre de vue les objectifs à long terme.

LES INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE SONT PAR ESSENCE SOCIALES

Economie Gabon+ : Quelle est votre politique d'accompagnement de l'entrepreneuriat au Gabon ?

La micro-finance vise deux objectifs : financier d'une part et social d'autre part. Ceci étant, malgré la prédominance de la mission financière qui consiste à assurer la viabilité financière de l'institution en offrant des services financiers, les institutions de micro-finance sont par essence sociales, capables de combiner l'offre des services financiers et non financiers telle qu'une formation aux micro-entrepreneurs.

Dès sa création, Finam s'est inscrite dans l'accompagnement et le soutien des porteurs de micro activités qui génèrent des revenus. Par leur nature, les activités génératrices de revenus exigent une forte implication des micro-entrepreneurs dans la mise en œuvre des activités. En effet, créer un microprojet suppose d'avoir des connaissances techniques ; une certaine capacité organisationnelle et de maîtrise des multiples tâches internes et envers les fournisseurs et clients. Pour une meilleure gestion de tous ces paramètres, ainsi que pour stimuler l'esprit d'entreprise, des actions de formation en faveur des personnes clé permettraient de développer leurs aptitudes entrepreneuriales ; ce qui renforcerait également l'activité elle-même.

Par ce biais, notre établissement Finam offrira à certains clients sélectionnés, cet accompagnement qui permettrait de développer auprès d'eux des compétences techniques et managériales nécessaires à la gestion des activités génératrices de revenus ; de réussir durablement les projets en toute autonomie ; et de réduire le taux de cessation d'activités. Les critères de sélection feront l'objet d'une communication ultérieure par voie de presse.

ECONOMIE GABON+ : Souhaiteriez-vous aborder d'autres sujets importants pour lesquels, nous ne vous avons pas posé de questions ? Un message à l'adresse de votre clientèle et de potentiels clients ?

Malgré la crise, nous restons confiants. Cette confiance est avant tout le fruit de la longue expérience que nous avons du marché. Celle-ci sera renforcée par les nombreux enseignements que nous pourrions tirer de la crise. En tant que premier établissement de micro finance, avec la promotion du secteur, nous avons vécu l'entrée progressive de nouveaux acteurs sur le marché. Ce qui a quelque peu réduit notre part de marché à un moment donné. Mais nous admettons que la concurrence est bénéfique pour l'économie, car elle apporte au consommateur plus de choix parmi les opérateurs et contribue à la baisse des prix. De plus, elle incite Finam à être plus compétitive. Dans ce contexte, nous travaillons à la mise en place d'une dynamique qui est centrée sur le client et qui consiste à améliorer la qualité des produits et des services que nous leur offrons. Je demande donc à tous nos clients et partenaires de continuer à nous faire confiance. La période de crise que nous traversons permet de réaliser que Finam peut perdurer, même dans des conditions difficiles ■

Un bâtisseur de liens

Après 25 ans d'expérience dans la finance internationale, Jean-Luc Vovor a fondé un Think Tank, puis une société de conseil spécialisée dans le private equity africain. Il porte en lui une vision forte du continent.

La Rédaction



Jean-Luc Vovor, fondateur du Think Tank

C'est avant tout la culture de l'excellence qui l'a structuré et guidé. À commencer par son rapport au monde. « Je suis un citoyen du monde originaire d'Afrique, je suis à l'aise partout, mais mon origine, c'est Kusuntu, c'est le Togo. » Un cosmopolite décomplexé, sans nostalgie. Ni déraciné, ni exilé. Naissance à Paris en 1965. Sa famille réside en France, car son père y prépare l'agrégation de médecine. Jean-Luc Vovor ne voit aucune symbolique dans son lieu de naissance : « Ce n'était qu'une question de circonstances. » Très tôt, la famille repart en Afrique. Son père – premier agrégé de médecine africain – a obtenu un poste d'enseignant à la faculté de Dakar. Plus tard, Jean-Luc, ses frères et sœurs – ils sont cinq – se disperseront dans le monde. « Nous avons un ancrage ethnique, parce que nous venons de quelque part, mais ce qui fait le ciment de ma famille, c'est l'éducation, l'excellence et la culture. »

Un terreau qui ne le prédestine à aucune vocation particulière. Père médecin, mère sage-femme, tante pharmacienne, oncle dentiste, mais aussi des neveux prêtres – la famille Vovor est catholique pratiquante –, dont un en poste à la Curie romaine. D'autres cousins travaillent en Europe, aux États-Unis ou en Chine, dans les secteurs très variés...

Jean-Luc Vovor, passionné d'aviation, rêve de devenir pilote. Il passe son bac au Togo, repart en France étudier l'économie au sein de Paris-Dauphine et entame sa carrière en salle des marchés. Son projet est alors de trouver « un job qui gagne bien » pour pouvoir se payer des cours de pilotage. Il obtient tous ses brevets... mais renonce à sa vocation première lorsqu'il réalise que l'aviation de ligne – aujourd'hui largement automatisée – n'a plus qu'un très lointain rapport avec la légende dorée de Mermoz ou Saint-Exupéry.

D'autant que le domaine économique dans lequel il s'est engagé l'intéresse. « J'entre dans un métier gagne-pain pour financer une formation, et je me pique de passion pour ce métier. » Embauché dans une filiale de la banque Indosuez, il découvre les outils des opérations de financement de l'économie et les systèmes d'information adaptés à la gestion bancaire dont il admire l'aspect « créatif ». « La finance n'est pas qu'une technicité. Vu de l'extérieur, son univers peut paraître aride et austère, mais quand vous êtes au cœur du réacteur, il est trépidant, c'est passionnant. »

UN MODÈLE AFRICAIN À REVOIR

Entre 1995 et 1999, il développe aussi une activité de conseil aux entreprises dans la gestion d'actifs au sein du cabinet Ernst & Young, puis à partir de 2000 pour le compte de la filiale d'un groupe de gestion d'actifs américain – Invesco, à Paris et à Bruxelles. « Une expérience intense » qui durera sept ans. Pendant toutes ces années, l'Afrique n'est pas absente de ses préoccupations, mais les besoins du continent ne collent pas toujours au niveau d'expertise de son activité professionnelle. Ses compétences acquises en matière de gestion d'actifs, de pilotage d'activités de gestion, de solution et de construction d'activités financières ont du mal à s'accorder à un secteur bancaire africain qu'il considère comme relevant d'un modèle « colonial classique ».

Une banque qui finance essentiellement des importations de biens venus d'Europe et fait très peu de financements de projets ou d'entreprises. « J'ai une position assez forte sur le sujet : les Indépendances ont été acquises de haute lutte, mais les dirigeants qui ont suivi n'ont fait que remplacer les administrateurs coloniaux et perpétuer le système. Ils ne se sont pas interrogés sur ce qu'ils pouvaient faire pour développer leurs pays. »

« Les économies africaines ne peuvent adopter les mêmes règles financières que l'Europe. En voulant limiter les bulles, la réglementation financière limite l'apport de la finance dans l'économie réelle. »

Jean-Luc Vovor poursuit sa carrière, à Atlanta, pour le même groupe de gestion d'actifs, puis à nouveau à Paris, au sein de la banque JP Morgan. Et ne cesse de regarder vers l'Afrique. « À un moment donné, parce que l'Afrique est toujours présente, on se dit : "Qu'est-ce que je peux faire ?" » La crise de 2008 opère comme un déclic. Ayant quitté JPMorgan, il est pour la première fois de sa carrière au sein d'un groupe bancaire français sans ouverture internationale, sauf à travers le financement d'ONG. Il se met, explique-t-il, « en révolte » contre le regard condescendant que certains donneurs de conseils portent sur l'aide qu'il faut apporter au continent. Le capital-investissement est en plein essor. Il fonde un Think Tank, Kusuntu Le Club – du nom du village d'où sa famille est originaire, au Togo – puis, quelques années après, Kusuntu Partners, une société de conseil.

FAIRE CONNAÎTRE LA FINANCE AFRICAINE

« La vocation première du Think Tank était de faire connaître le private equity africain et les opportunités africaines de manière à attirer les investisseurs internationaux vers les projets africains en finançant les PME africaines. » L'activité démarre sur les réseaux sociaux, « de manière virale », puis par des conférences. « Nous avons été invités dans toutes sortes de réunions, j'ai été à Pékin, à Washington, à New York, en Afrique du Sud, à Abidjan, à Dakar, dans divers forums, au Congo, au Gabon. » Il s'agit de convaincre que le private equity africain n'est pas « au rabais » mais de même qualité que ce qui existe aux États-Unis. Et aussi de faire connaître la réalité de l'environnement des affaires en Afrique. La création de la société Kusuntu Partners marque une nouvelle étape. Passer d'un modèle de réflexion à celui d'une vente de prestation de services.

« Nous vendons d'abord l'information que nous avons accumulée sur le private equity et sur l'Afrique. Nous avons une base de données en ligne qui permet de savoir qui sont les acteurs, quel est leur processus d'investissement, dans quelles entreprises ils ont investi, comment ces sociétés se sont comportées après l'investissement et quelle en est la rentabilité, quels sont les différents fonds qui opèrent. »

D'OPTIMISTE À PESSIMISTE, ET VICE-VERSA

Jean-Luc Vovor se définit aujourd'hui comme un « bâtisseur de liens entre les détenteurs de

capitaux privés et les entreprises ou les projets qui ont besoin de capitaux en Afrique ». La société Kusuntu Partners vend aujourd'hui ses prestations sous de multiples formes : l'information de sa base de données, mais aussi des études personnalisées et des services d'accompagnement, aussi bien pour aider les fonds africains à se structurer et à approcher les investisseurs internationaux que pour aider ces derniers à identifier les fonds africains dans lesquels ils pourraient investir. Dans l'éternel débat qui oppose afro-optimistes et afro-pessimistes, Jean-Luc Vovor professe un réalisme qui oscille sans cesse entre les deux pôles. « L'optimisme abouti au pessimisme et le pessimisme reboucle vers l'optimisme », lâche-t-il dans un rire, même s'il confesse se trouver aujourd'hui dans une phase d'optimisme « plutôt baissant ».

Il jette sur le continent un regard lucide, parfois sévère, évoquant même le titre d'un livre controversé paru il y a quelques années, selon lequel l'Afrique refuse le développement, et déplore la pusillanimité – quand ce n'est pas la « schizophrénie » – de certains dirigeants, enfermés dans leur tour d'ivoire et incapables de choisir entre les besoins contradictoires de leurs populations et des institutions internationales. Les économies africaines primaires ne peuvent, selon lui, adopter les mêmes règles financières que les économies européennes qui en sont à l'ère post-industrielle. En voulant limiter les bulles, estime-t-il, les réglementations financières limitent aussi l'apport de la finance dans l'économie réelle africaine. Reprenant les mots de son ami l'économiste Kako Nubukpo, il déplore que les Africains soient encore trop souvent « les valets de leur propre servitude ». ■

Source : African Business



Cote boursière
Août - Septembre 2017
par :

Union Gabonaise
de Banque

Devises/FCFA	Août-17	Sept-17	Variation
USD - Dollar américain	574,80	555,61	-3,34 %
GBP - Livre britannique	745,97	743,90	-0,28 %
CAD - Dollar Canadien	443,66	446,62	0,67 %
CHF - Franc suisse	600,14	572,54	-4,60 %
ZAR - Rand sud-africain	43,96	41,14	-6,42 %
JPY - Yen japonais	5,13	4,94	-3,82 %
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	156,31	151,33	-3,18 %
CNY - Yuan	84,77	83,53	-1,46 %
MAD - Dirham marocain	58,85	58,98	0,21 %

	Août-17	Sept-17	Variation
Brent (USD / Baril)	52,38	57,54	9,85 %
WTI (USD / Baril)	47,23	51,67	9,40 %
Or (USD / once)	1 321,43	1 279,75	-3,15 %
CAC 40 (EUR)	5 085,59	5 329,81	4,80 %
Euro stoxx 50 (EUR)	3 421,47	3 594,85	5,07 %
DOW JONES (USD)	21 948,10	22 405,09	2,08 %

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,95%	new
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,70%	new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%	
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%	
Taux créditeur minimum :	2,4500%	

Prix de l'Innovation pour l'Afrique 2018 « Investir dans les écosystèmes d'innovation inclusifs »

Le processus de sélection de l'African Innovation Foundation sera mené par un comité d'experts sélectionnés sur la base de leurs connaissances et de leur expérience dans les cinq secteurs clés du PIA susmentionnés, ainsi que leur influence et leurs contributions à l'industrie technologique et commerciale sur le continent africain. En plus du montant cash de 185 000 US\$, les candidats retenus bénéficieront de nombreuses opportunités, y compris l'accès aux réseaux de l'AIF via la plate-forme ZuaHub (www.ZuaHub.org), sur laquelle l'AIF connecte les innovateurs aux ressources et les aide à se développer.

La Rédaction

Un appel à candidature panafricain invite à la soumission des candidatures du 10 octobre 2017 au 10 janvier 2018, pour la septième édition du Prix de l'Innovation pour l'Afrique (PIA). Un grand prix de 185 000 US\$ (102.626.900 FCFA) à partager entre les dix meilleurs innovateurs africains ayant des innovations remarquables qui répondent aux défis africains, ayant un impact social, un potentiel commercial et sont capables d'être développées à plus grande échelle. Au regard du nombre record de femmes africaines inscrites à l'édition précédente, les candidatures féminines sont particulièrement encouragées

L'African Innovation Foundation (AIF) a annoncé, la septième édition du Prix de l'Innovation pour l'Afrique sous le thème «Investir dans les écosystèmes d'innovation inclusifs». Ce Prix annuel célèbre l'innovation locale sur le continent en récompensant les innovations remarquables qui proposent des solutions pratiques, commercialisables et durables aux problèmes africains.

Réaffirmant la mission de l'AIF de catalyser l'esprit d'innovation en Afrique, Pauline Mujawamariya Koelbl, Directrice du PIA a déclaré: « Nous sommes ravis de lancer le PIA 2018 et sommes convaincus que cette édition sera encore plus grande et meilleure en termes de participation et de qualité des candidatures. Le PIA prend de plus en plus d'ampleur à chaque édition, attirant des innovateurs issus de toutes disciplines et avec des solutions exceptionnelles aux défis africains. Pour cette septième édition, nous espérons également élargir notre réseau de partenaires, d'innovateurs et autres acteurs de l'innovation pour construire tous ensemble des écosystèmes d'innovation plus solides et plus durables qui propulseront le continent vers l'avant. »

DATE LIMITE ET ÉLIGIBILITÉ AU PIA

Les candidatures au PIA 2018 seront reçues du 10 octobre 2017 au 10 janvier 2018. L'objectif du PIA est de renforcer les écosystèmes d'innovation en Afrique en soutenant une culture d'innovation et de compétitivité tout en stimulant la croissance de solutions africaines, innovantes et orientées vers le marché, aux défis africains. Plus précisément, le PIA honore et encourage les réalisations pionnières qui contribuent au développement de nouveaux produits, à l'accroissement de l'efficacité ou à la réduction des coûts en Afrique. Tous les Africains y compris ceux vivant dans la diaspora sont éligibles. Cette édition du PIA encourage une plus grande participation des femmes innovatrices qui jouent de plus en plus un rôle



Les lauréats 2017



clé dans la promotion des économies africaines à travers les affaires et l'entrepreneuriat.

Les candidatures seront évaluées conformément aux thèmes du PIA qui visent à promouvoir l'innovation sociale et économique dans les cinq catégories suivantes : industrie manufacturière et services; santé et bien-être; agriculture et agro-industrie ; environnement, énergie et eau ; et TIC. Les gagnants du PIA 2018 seront annoncés lors d'une cérémonie annuelle en juillet 2018. La cérémonie de remise des Prix est l'événement phare du domaine de l'innovation sur le calendrier africain. Elle réunit les innovateurs et les entrepreneurs les plus inspirants d'Afrique, les leaders d'incubateurs, des investisseurs providentiels et de capital-risque, des institutions de développement, des membres de gouvernements, des médias et de nombreuses autres personnalités.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICE AUX INNOVATEURS LOCAUX

Le thème de cette année, « Investir dans les écosystèmes d'innovation inclusif » est un

appel aux gouvernements africains et aux autres acteurs de l'innovation à investir dans l'établissement de passerelles pour créer des écosystèmes plus inclusifs qui accéléreront et développeront l'innovation africaine à grande échelle et à tous les niveaux de la société. L'objectif est d'accroître l'accès aux financements et savoir-faire innovants et de renforcer la collaboration entre les pays africains afin de permettre aux innovateurs locaux d'accéder plus rapidement à des marchés à plus forte valeur ajoutée pour leurs solutions.

« Le PIA est une plate-forme pour montrer l'ingéniosité fondamentale qui existe en Afrique », a déclaré Walter Fust, Président du conseil d'administration de l'AIF. « Chaque année, plusieurs centaines de participants soumettent leurs candidatures, proposant de nouvelles solutions pour surmonter les défis spécifiques à l'Afrique. Cette année, nous voulons générer davantage de synergies panafricaines dans notre réseau de partenaires, créer des opportunités inclusives pour les innovateurs locaux et, ensemble, révolutionner les modèles commerciaux, autonomiser les personnes et générer un impact social positif sur l'ensemble du continent ».

PLUS DE 2 500 CANDIDATURES DE TOUT LE CONTINENT, AVEC UN NOMBRE RECORD DE FEMMES CANDIDATES EN 2016-2017

Au cours de l'édition précédente, le PIA a reçu plus de 2 500 candidatures de tout le continent, avec un nombre record de femmes candidates (482 soit 19%). Cette année promet d'être encore plus grande. À ce jour, le PIA a attiré plus de 7 500 innovateurs issus de 52 pays, avec 55 des meilleurs innovateurs du continent et plus de 400 acteurs de l'innovation, ce qui en fait une véritable initiative panafricaine. L'AIF a jusqu'ici soutenu les anciens lauréats et les finalistes à hauteur de plus d'un million de Dollars US qui ont permis de faire progresser leurs innovations. De plus, grâce à la visibilité générée par le PIA, les anciens lauréats ont obtenu des investissements de plus de 30 millions de dollars US pour développer et étendre leurs activités.

En plus du montant cash de 185 000 US\$, les candidats retenus bénéficieront de nombreuses opportunités, y compris l'accès aux réseaux de l'AIF via la plate-forme ZuaHub (www.ZuaHub.org), sur laquelle l'AIF connecte les innovateurs aux ressources et les aide à se développer. Le processus de sélection sera mené par un comité d'experts sélectionnés sur la base de leurs connaissances et de leur expérience dans les cinq secteurs clés du PIA susmentionnés, ainsi que leur influence et leurs contributions à l'industrie technologique et commerciale sur le continent africain.

L'AIF a contribué à la construction d'écosystèmes d'innovation en Afrique et a constaté des opportunités de plus en plus accrues pour les innovateurs africains par rapport à 2011, année de la première édition du PIA.

ENGAGEZ-VOUS ET SPONSORISEZ LE PIA 2018

Au cours de ces six dernières années, le PIA a reconnu de nombreux Africains pour leurs solutions innovantes visant à améliorer la vie des personnes à travers le continent. Le PIA célèbre l'ingéniosité africaine en récompensant les meilleurs innovateurs africains qui s'engage à résoudre les défis africains, créant ainsi de nouvelles opportunités conduisant à une croissance inclusive à travers le continent.

Pour cette édition, le PIA réunira des acteurs majeurs de l'innovation : innovateurs, entrepreneurs, investisseurs, leaders d'incubateurs et de pôles technologiques, décideurs politiques ainsi que des institutions de formation africaines de pointe. C'est une opportunité pour les entreprises d'établir des partenariats, des synergies et des collaborations inédites avec des acteurs de l'innovation de tout le continent afin de renforcer le climat d'investissement en Afrique grâce à l'innovation. Les organisations intéressées peuvent manifester leur intérêt à soutenir l'innovation africaine en contactant l'AIF pour plus de détails sur les opportunités de parrainage du PIA ■

Source : African Innovation Foundation (AIF)

Banque mondiale : croissance modeste pour l'Afrique subsaharienne

Encore modérée et inférieure aux anticipations d'avril dernier, qui tablaient sur une progression de 2,6 %, la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait ressortir à 2,4 % en 2017, contre 1,3 % en 2016, selon la dernière édition d'Africa's Pulse, un rapport semestriel de la Banque mondiale qui analyse l'état des économies africaines.

La Rédaction

Au deuxième trimestre, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont renoué avec la croissance après respectivement deux et cinq mois de performances négatives, entraînant dans leur sillage la croissance régionale. Par ailleurs, l'amélioration de la conjoncture internationale, à la faveur notamment de la hausse des cours des produits issus des industries extractives et du retour des flux de capitaux, a contribué à ce relèvement. Malgré des perspectives positives, le rapport met en garde contre la mollesse persistante de cette embellie, insuffisante pour



accroître le revenu par habitant en 2017.

De plus, la région connaît une reprise à plusieurs vitesses. Dans les économies les moins tributaires des matières premières, comme l'Éthiopie et le Sénégal, la croissance est restée globalement stable,

toujours soutenue par les investissements dans les infrastructures et une meilleure productivité agricole. Les pays exportateurs de métaux profitent du redressement des cours internationaux sur fond de rebond de la production minière et des investissements.

REDOUBLER D'EFFORTS POUR REMÉDIER À L'INSUFFISANCE DES RECETTES ET CONTENIR LES DÉPENSES

L'inflation globale a marqué le pas dans la région en 2017, la stabilité des taux de change et la hausse de la production vivrière ayant atténué la flambée des prix des produits alimentaires. Les mesures d'ajustement budgétaire, restées partielles, n'ont pas permis de réduire significativement les déficits. Cette situation rejaillit sur l'endettement public, toujours élevé. Les pays de la région doivent redoubler d'efforts pour remédier à l'insuffisance des recettes et contenir les dépenses afin d'atteindre l'équilibre budgétaire.

« La plupart des pays africains n'ont pas de marge de manœuvre suffisante pour faire face à la volatilité de la conjoncture et doivent

s'efforcer d'élargir un espace budgétaire, souvent restreint, grâce à des politiques de finances publiques judicieuses. Ils doivent également mettre en place des mesures structurelles pour résister aux chocs, stimuler la productivité, renforcer les investissements et favoriser la diversification de l'économie », explique Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

UNE PROJECTION DE CROISSANCE AFRICAINE ESTIMÉE À 3,2 % EN 2018 ET 3,5 % EN 2019

À terme, l'Afrique subsaharienne devrait bénéficier d'une reprise modérée de l'activité économique, avec une projection de croissance estimée à 3,2 % en 2018 et 3,5 % en 2019, compte tenu de la stabilisation des cours des matières premières et de la hausse progressive

de la demande intérieure, sur fond d'atténuation de l'inflation et de politiques monétaires accommodantes. Mais les perspectives restent difficiles pour les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), contraints de s'ajuster à la faiblesse des cours du pétrole qui diminue leurs recettes et augmente leur dette.

L'essor économique des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait en revanche s'accélérer, porté par de solides investissements publics, surtout en Côte d'Ivoire et au Sénégal. L'Éthiopie devrait rester la première économie de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), malgré la baisse attendue des investissements publics. La croissance devrait bénéficier de l'atténuation des pressions inflationnistes au Kenya et se stabiliser en Tanzanie grâce à un rebond des investissements ■

Source : financialafrik

L'Arabie Saoudite contrainte à réduire de nouveau sa production de pétrole

L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle réduirait sa production de 560.000 barils par jour à partir de novembre, la plus forte baisse depuis l'accord historique entre pays membres et non-membres de l'OPEP pour réduire la production de 1,8 million de barils par jour.

La Rédaction

Confrontée à des difficultés économiques en raison de la baisse des cours du brut, l'Arabie saoudite se prépare à de nouvelles réductions de sa production avant la vente de parts du géant pétrolier Aramco. Ces réductions visent, selon des analystes, à rééquilibrer le marché après la perte de centaines de milliards de dollars de revenus par ce poids lourd de l'OPEP, qui affiche d'énormes déficits budgétaires depuis l'effondrement des cours du pétrole en 2014.

L'un des facteurs qui influencent la nouvelle politique du royaume saoudien, premier exportateur mondial de brut, est la vente prévue de 5% des parts d'Aramco via une introduction en Bourse en 2018. Cette introduction, présentée comme la plus importante de l'histoire, fait partie d'un vaste programme de réformes visant à réduire la dépendance du royaume à l'égard du pétrole. Une hausse potentielle des prix du pétrole d'ici là devrait valoriser les actions d'Aramco, même si le niveau de cette valorisation divise les analystes.

LA HAUSSE DES PRIX PROBABLEMENT MARGINALE

Pour Jean-François Seznec, expert associé à l'Atlantic Council's Global Energy Center, la

hausse des prix sera probablement marginale mais pourrait faire grimper la valeur d'Aramco. « Le marché ne fixera pas le prix des actions sur la base de fluctuations à court terme, mais plutôt sur la base d'anticipations à long terme », souligne-t-il.

La semaine dernière, l'Arabie saoudite a annoncé qu'elle réduirait sa production de 560.000 barils par jour à partir de novembre, la plus forte baisse depuis l'accord historique entre pays membres et non-membres de l'OPEP pour réduire la production de 1,8 million de barils par jour. L'accord, conclu en novembre 2016, est intervenu deux ans après que l'Arabie saoudite a défendu sa stratégie initiale de conserver ses parts de marché coûte que coûte. « Sans cette réduction (décidée en 2016), les prix auraient pu être aujourd'hui inférieurs à 30 dollars par baril », a affirmé Ibrahim Muhanna, conseiller de l'ex-ministre saoudien du Pétrole Ali al-Naïmi.

L'ALLIANCE OPEP ET PRODUCTEURS NON-OPEP CRÉE UN NOUVEAU PARADIGME POUR LA GESTION DES MARCHÉS

« L'OPEP, grâce à son alliance avec des producteurs clés non-membres de l'OPEP, a récemment créé un nouveau paradigme pour la gestion des marchés », a-t-il déclaré lors d'une conférence de l'Arab Gulf States Institute à Washington le mois dernier. L'Arabie saoudite, membre du G20, est la première économie du monde arabe. Elle est soumise à une pression budgétaire extrême depuis l'effondrement du marché pétrolier, avec des déficits de 200 milliards de dollars ces trois dernières années, des prélèvements de 245 milliards de dollars dans ses réserves et un recours à des emprunts internationaux.

Les prix du pétrole, et par ricochet les revenus, ont augmenté après l'accord OPEP/non-OPEP qui a duré six mois et a été prolongé de neuf mois jusqu'en mars. L'Arabie et ses partenaires espèrent maintenant le reconduire encore et sont prêts à des réductions encore plus importantes, oubliant la politique de défense des parts de marché. « La protection des parts de marché ne fonctionne pas vraiment », estime M. Seznec. « Les Saoudiens cherchent maintenant (...) un arrangement avec la Russie pour avoir un certain contrôle sur les prix », dit-il.

Les exportations saoudiennes envisagées de 7,2 millions de barils par jour en novembre seraient les plus basses en cinq ans et la preuve d'une renonciation à la politique des parts de marché. « Cette politique est morte et enterrée », affirme à Kamel al-Harami, spécialiste koweïtien du pétrole.



« Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle ère basée sur une nouvelle relation entre l'OPEP et les non-membres de l'OPEP articulée autour d'une entente saoudo-russe ».

LE BARIL À 60 DOLLARS US PROBABLEMENT AVANT FIN 2017 OU DÉBUT 2018

Selon des analystes, Ryad table sur un prix d'environ 60 dollars le baril. « Nous pourrions atteindre 60 dollars le baril avant la fin de cette année ou le début de l'année prochaine », a déclaré M. Muhanna.

Les prix ont enregistré des gains ces dernières semaines, dépassant les 56 dollars le baril, largement au-dessus du niveau de début 2017. Des analystes affirment que les réductions ont réussi à rééquilibrer le marché et M. Harami prédit une pénurie d'ici fin 2018 ou début 2019. Elle serait causée en partie par la baisse des investissements pour développer la production. Selon cet analyste, quelque 1.000 milliards de dollars n'ont pas été injectés ces trois dernières années dans ce secteur ■

Source : boursorama

Le groupe NAXCO célèbre ses 50 ans

NAXCO est un partenaire mondial de premier plan dans le secteur maritime. Le groupe est présent dans les domaines du shipping, du transit et de la logistique, de la commission de transport et des services maritimes et portuaires. Le siège social est situé à Paris et 40 bureaux sont établis à travers le monde. NAXCO est fier de sa position actuelle et de tout le travail accompli depuis ses débuts dans le transport maritime : « Nous sommes ravis de célébrer cette date importante, nous sommes ici aujourd'hui grâce au travail continu de nos collaborateurs et de nos fidèles clients et partenaires », déclare Pascal Flandin, directeur général.

La Rédaction

Cet anniversaire est l'occasion pour NAXCO d'entretenir cette cohésion entre l'ensemble des filiales et les salariés. La direction a profité de cette opportunité pour organiser, tout au long de l'année 2017, une tournée événementielle à travers le monde. Ce «roadshow», toujours en cours, a débuté en mai 2017, au Havre, en France et s'achèvera en décembre prochain dans les Antilles françaises. Au total, ce sont 10 villes, 9 pays et une vingtaine de filiales visitées. Le programme se résume en un cocktail dans une ambiance conviviale, en présence des dirigeants et des équipes de chaque filiale. Guy Foucherot affirme : « Ce roadshow fait partie intégrante de cette célébration puisque nous souhaitons organiser un événement consacré entièrement à nos salariés. Ceux-ci ont déployé beaucoup d'énergie et d'efforts pour faire de cette année, un nouvel événement historique du groupe. »

TOURNÉ VERS L'AVENIR

Le groupe a pour objectif d'être toujours à l'écoute des clients et



d'offrir un service global dans les principales régions du monde. « Nous sommes fiers de continuer à fournir le meilleur niveau de services à nos clients », explique Guy Foucherot, en ajoutant que « le groupe ne se repose jamais sur ses acquis et garde toujours un œil sur toutes nouvelles opportunités commerciales pour accompagner la croissance de ses activités, car les nouveaux challenges font partie de notre ADN ».

CES 50 DERNIÈRES ANNÉES

Le groupe a ses racines en France via AGENA (Agence générale de navigation), agence maritime représentant à l'époque les intérêts de SEALAND, qui, avec l'essor de la conteneurisation, a su continuellement développer son portefeuille clients. Au cours de ces 50 dernières années, NAXCO s'est imposé comme un opérateur de transport maritime fiable et digne de confiance, entreprenant différentes activités, réalisant de hauts niveaux de performance, relevant les défis, tout en veillant toujours à accepter les changements et à se préparer dans les meilleures conditions à chaque nouveau cycle économique. Depuis, NAXCO s'est agrandi et développé avec succès et compte 24 filiales à travers le monde ■

Source : financialafrik

BGFIBank Gabon : le Conseil d'Administration désigne une nouvelle équipe dirigeante

La Rédaction

Le Conseil d'Administration a récemment nommé Mme Ludwine OYENI AMONI Directeur Général de BGFIBank Gabon et M. Yonnel SOUMBOU, Directeur Général Adjoint. Par cette nomination, le Conseil d'Administration dote BGFIBank Gabon d'une équipe de Direction Générale performante capable de conduire le développement de la banque. Pur produit du Groupe BGFIBank, la nouvelle équipe dirigeante dispose en effet des leviers nécessaires à l'accélération de la performance commerciale, humaine, organisationnelle et prévisionnelle de BGFIBank Gabon.

Ludwine OYENI AMONI a intégré le Groupe BGFIBank en février 2006 comme auditeur interne. Par sa force de travail, elle passe Chef de mission, Chef de Département Audit Interne puis Directeur de l'Audit Interne de BGFIBank Gabon avant de rejoindre BGFI Holding Corporation en qualité de Directeur de l'Audit Interne du Groupe BGFIBank, son dernier poste.

Yonnel SOUMBOU intègre le Groupe en 2003 comme Chef de Département Contrôle comptable au sein de BGFIBank Congo. Il y restera jusqu'en 2009 avant d'être affecté à BGFIBank Guinée Equatoriale au poste de Directeur Administratif et comptable, fonction qu'il a occupée jusqu'à cette nomination.

Le Conseil d'Administration a en outre procédé à la révision du dispositif commercial de la banque en mettant en place une nouvelle organisation basée sur un nouveau plan dynamique et ambitieux qui place les Directeurs d'Agences bancaires au cœur de ce nouveau dispositif. « Tous ces changements n'ont d'intérêt que parce qu'ils participent à assurer la performance et au renforcement de la pérennité de notre filiale principale. Nous avons pour ce faire redéfini le projet commercial de BGFIBank Gabon que nous avons appelé «Réinventer la proximité avec le client ». Notre objectif est de rester un partenaire de confiance pour nos clients dans un environnement bancaire fortement concurrentiel » a expliqué Henri Claude OYIMA, Président Directeur Général du Groupe BGFIBank ■

EN OCTOBRE
SOLDES
DE LA RENTRÉE
POUR LES ÉTUDIANTS ET LES ENSEIGNANTS

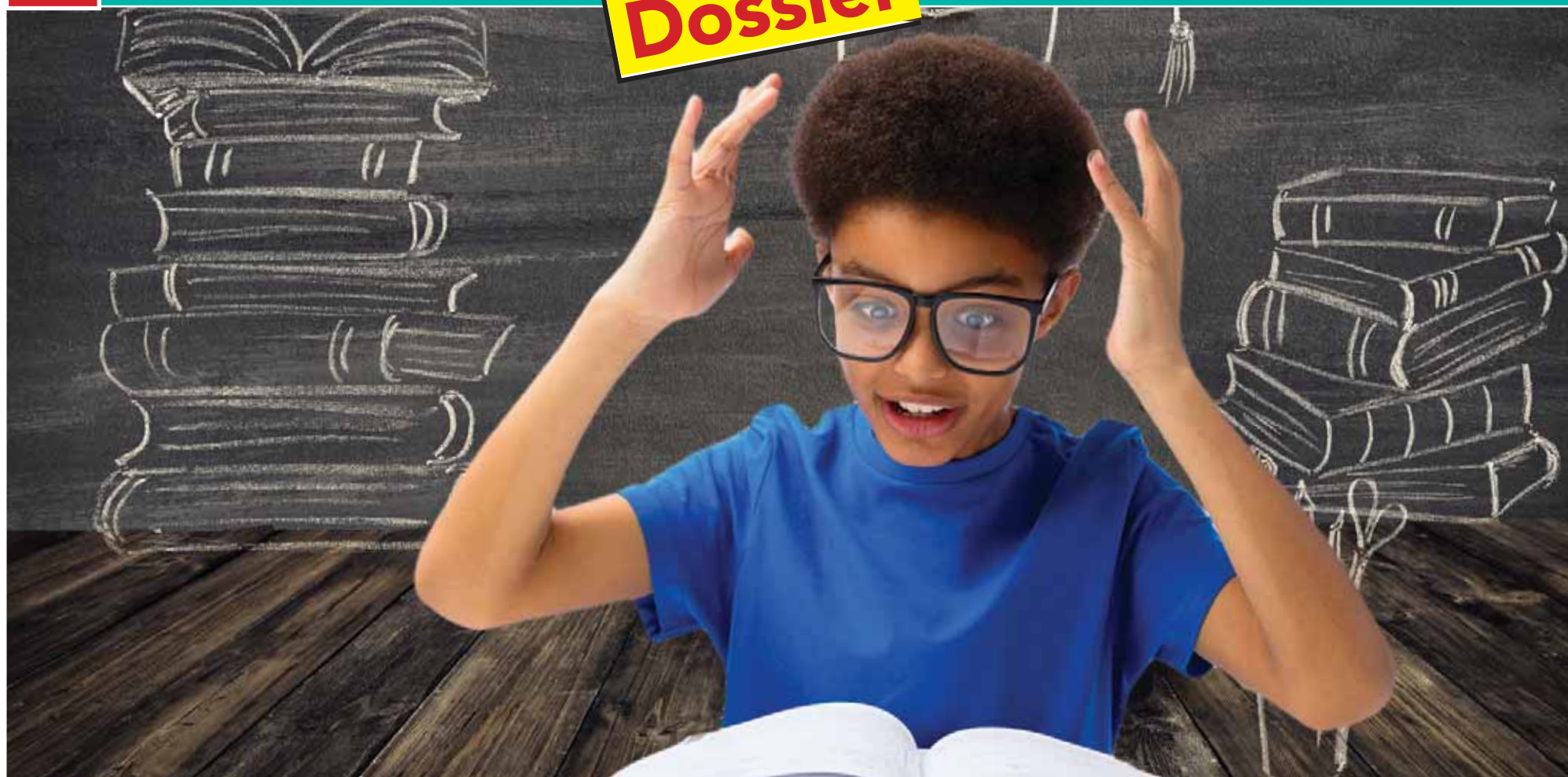
CUISINE MEXICAINE
MESA

BÉNÉFICIEZ DE **15%** DE RÉDUCTION
SUR TOUTES VOS CONSOMMATION
AU RESTAURANT MEXICAIN
MESA SUR PRÉSENTATION D'UNE
CARTE D'ÉTUDIANT OU CARTE
PROFESSIONNELLE.

Life
by MAYENA

Libreville, Pont de Guégué
07 04 89 89 / 04 72 00 01
www.lifebymayena.com

f t i



EDUCATION, FORMATION, OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE

Mutualisation des stratégies et des moyens pour créer des opportunités économiques

La Rédaction

À la suite de la chute drastique des prix des matières premières (particulièrement ceux du baril de pétrole), les investissements publics se sont également réduits et le secteur public qui est en fait le principal employeur du secteur formel, a suspendu le recrutement à la fonction publique. Ce qui entraîne indubitablement, la hausse du nombre des sans-emplois au niveau des jeunes diplômés ou non sur le marché du travail. Or les jeunes sont la plus grande richesse du Gabon et du continent africain tout entier. En effet, la population africaine (1, 2 milliards d'habitants dont 1,5 millions au Gabon) devrait plus que doubler d'ici 2050, atteignant un quart de la population mondiale. Tout aussi bien le Gabon que l'Afrique demeure la région la plus jeune du monde, avec un âge médian de la population en deçà de 25 ans. Cette augmentation de la population en âge de travailler devrait conduire à la transformation économique du pays et de l'Afrique. Cependant, les jeunes manquent d'opportunités économiques stables et sont confrontés au double du taux de chômage des adultes.

En réponse à cette précarité de l'emploi pour les jeunes, aussi bien



le secteur public, le secteur privé que les organisations internationales, les établissements financiers de développement et les ONG ont adopté des stratégies pour l'emploi des jeunes au Gabon en utilisant une gamme d'interventions, y compris de nouvelles politiques de l'emploi, des programmes et des investissements, etc. Parce qu'il est reconnu et admis le pouvoir d'une diversité des partenaires ayant chacun un rôle distinct à jouer dans le règlement de cette crise. Chacune des entreprises

qui intervient dans ce dossier adosse sa stratégie via l'apprentissage en entreprise, la formation pratique en interne et la formation en ligne : le E-Learning. Pour la directrice de la Résidence hôtelière Le Nomad, Mme DEGIOANNI, la solution du E-Learning est très fonctionnelle. Ce sont des modules, des cours qui peuvent être dispensés seuls ou animés par un formateur professionnel. Au Radisson Blu Okoume Palace Hôtel, la formation est obligatoire parce qu'elle

permet aux employés, dès le début de leur carrière, de maîtriser les trois fondamentaux essentiels : l'orientation, la Responsabilité Sociétale et le "YES I CAN". Ces formations sont dispensées par des formateurs agréés par le groupe. Quant à M. Teddy NZIKOU, directeur général du SPA YACINE, il propose des cours RPM, un concept très novateur, international, qui nécessite l'achat d'une licence et une formation particulière. Au départ, une formatrice certifiée a initié quatre des coaches de Spa Yacine, qui à leur tour, animent les cours de RPM. Mais également, si c'était nécessaire, il a l'opportunité de faire appel à des instructeurs professionnels qui interviennent par écrans interposés via le E-Learning. Plus ingénieux est la stratégie de JA Gabon qui a adopté une politique de levée de fonds un peu différente. Elle a été réorientée vers un mécénat de compétences qui consiste à convaincre les leaders d'entreprise d'entrer dans un programme appelé « *Un patron pour un jeune entrepreneur* ». Tous reconnaissent l'importance vitale de créer des opportunités économiques pour les jeunes et leurs employés ■

Le Gabon promeut l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix

Le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Entrepreneuriat national et de l'Insertion des jeunes et le Centre d'Études et de Prospective Stratégique Gabon (CEPS-Gabon), avec le soutien de l'UNESCO, ont procédé, le 6 octobre dernier, à la signature officielle d'une convention de partenariat. Cette convention porte sur l'organisation biennale d'une distinction soutenant l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix, appelée « Tremplin Gabon » et d'une école nationale d'été, « Campus coopératives », ouverte à des jeunes âgés de 18 à 40 ans porteurs potentiels de projets d'entreprises coopératives.

La Rédaction



Le ministre des PME, de l'Entrepreneuriat national et de l'Insertion des Jeunes, Biendi Maganga Moussavou et le président du Centre d'Études et de Prospective Stratégique (CEPS), Philippe Chandezon



Les participants à la signature Tremplin

Le 8 avril 2016, sous le patronage du ministère gabonais du Commerce, des Petites et moyennes entreprises, de l'Artisanat, du Tourisme et du Développement des services, le Centre d'études et de prospective stratégique (CEPS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) co-organisaient une cérémonie officielle de remise de la 3e édition internationale de « Tremplin », mécanisme de soutien pour l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix en Afrique ; 3e édition internationale que le Gabon accueillait après la Côte d'Ivoire en 2013 pour la

1re édition et l'Ethiopie en 2014 pour la 2e édition.

La convention, qui a été signée le 6 octobre courant, entre le même ministère en charge des PME et le CEPS-Gabon, avec le soutien du Bureau de l'UNESCO, s'inscrit dans le prolongement du 8 avril 2016 et symbolise l'appropriation par le Gabon du concept de « Tremplin ». Cette appropriation est facilitée par l'existence d'une antenne nationale du CEPS dont la création est consécutive, a indiqué M. Philippe Chandezon, président du CEPS-Gabon, au succès de la 3e édition de « Tremplin » international.

AUTONOMISATION, ENGAGEMENT CIVIQUE, PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE ET INNOVATION SOCIALE

Conformément à la convention de partenariat, l'appropriation de « Tremplin » par le Gabon se concrétisera par l'organisation biennale, dès 2018, d'un « Tremplin Gabon » en vue de récompenser et accompagner la consolidation d'une initiative entrepreneuriale individuelle et d'une initiative entrepreneuriale coopérative soucieuses toutes les deux de cohésion sociale et de développement durable et portées par des jeunes depuis au moins un an.

L'objet de la convention porte également sur l'organisation biennale d'une école nationale d'été ouverte à des jeunes âgés de 18 à 40 ans porteurs potentiels de projets d'entreprise coopérative dénommée « Campus-Coopératives » ; laquelle école devrait aboutir à la création d'un incubateur d'entreprises coopératives en vue de promouvoir l'économie sociale et solidaire au Gabon. La première édition devant intervenir également au cours de l'année 2018.

Après avoir rappelé que « Tremplin » est une initiative du CEPS, en partenariat officiel avec l'UNESCO, M. Vincenzo Fazzino, chef de Bureau et représentant de l'organisation au Gabon, a indiqué que : « L'UNESCO soutient, dès sa création, cette initiative parce qu'elle répond à sa vocation fondamentale « d'élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes » selon les mots de son Acte constitutif. De manière spécifique, cette initiative participe à la réalisation de la « Stratégie opérationnelle pour la jeunesse » de l'Organisation en contribuant à la mise en œuvre, notamment de son axe 4 qui porte sur l'autonomisation, l'engagement civique, la participation démocratique et l'innovation sociale, par les jeunes et pour les jeunes. »

qui pense son émancipation économique et financière, et la vit graduellement et concrètement, sait également et, en même temps, apprend à [...] tenir compte du point de vue des autres dans une démarche de compromis démocratique permanent et de volonté d'approfondissement de la qualité du vouloir-vivre ensemble. Cette expérience du compromis démocratique permanent vécue par les promoteurs d'entreprises coopératives est une éducation quotidienne à la culture de la paix. »

Pour M. Biendi Maganga Moussavou, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Entrepreneuriat national et de l'Insertion des jeunes, l'objet de la convention de partenariat avec le CEPS-Gabon et le soutien de l'UNESCO cadre parfaitement avec les orientations stratégiques actuelles du pays inscrites dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE).

A travers les deux principales activités, objet de la convention, les objectifs spécifiques sont : la formation des jeunes aux différents savoir-faire et savoir-être associés à la création et à la gestion d'entreprise coopérative ; le renforcement des connaissances des jeunes sur l'économie sociale et solidaire ; la sensibilisation et la formation des jeunes à l'acquisition des compétences sociales et interculturelles susceptibles de les aider à devenir au quotidien des acteurs de la culture de la paix ; la formation des formateurs dans le domaine de l'économie sociale et solidaire en général et de l'entrepreneuriat coopératif en particulier et le renforcement des capacités du personnel institutionnel dans ces domaines ; le développement de l'entrepreneuriat coopératif et de l'économie sociale et solidaire et la production de kits de formation en entrepreneuriat coopératif et en culture de la paix ■

Source : UNESCO

VOLONTÉ D'APPROFONDISSEMENT DE LA QUALITÉ DU VOULOIR-VIVRE ENSEMBLE

M. Fazzino s'est, en outre, félicité que la contextualisation de « Tremplin » par le Gabon innove avec la création d'un « Tremplin coopératif ». Car, a-t-il poursuivi, « contrairement à toute autre forme d'entreprise, l'entreprise coopérative a, en effet, cette particularité d'éduquer à l'auto-responsabilité, à la solidarité et à la démocratie en permettant à tout individu de répondre, par lui-même et avec d'autres individus, à ses besoins et donc de trouver par lui-même les moyens de son émancipation citoyenne, sociale et économique. [...] Dans le cadre de l'entrepreneuriat coopératif, l'individu

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Valorisation des carrières relatives aux TIC auprès des jeunes filles scolarisées



La BAD finance l'incubateur national, via JA Gabon et l'ANPI Gabon au sein du cluster bois de la ZES de Nkok

Le ministre des petites et moyennes entreprises, de l'Entreprenariat national et de l'insertion des jeunes, Biendi Maganga Moussavou, la directrice générale de l'Agence nationale de la promotion des investissements, Nina Alida Abouna, la directrice exécutive de JA Gabon, Radia Garrigues, et le représentant de Gabon spécial économique zone (GSEZ)/Gabon Wood hub, M. Jean-François Fischer, en présence de la ministre de la Promotion des investissements privés, du Commerce et de l'Industrie, Mme Madeleine Berre, de l'administrateur général de la ZES de Nkok, M. Gabriel Ntougou, ont signé, le 6 octobre écoulé, au sein de l'Espace PME de Libreville, une convention de création d'un espace d'incubation au sein du cluster bois.

La Rédaction

La signature de cette convention de création d'un espace d'incubation au sein du cluster bois à l'initiative du ministère de la Forêt, de la Mer et de l'Environnement, avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), vise à soutenir au moins 20 jeunes de 16-25 ans diplômés de la filière à suivre des formations courtes et qualifiantes dans le domaine du bois et à mieux s'insérer dans le monde du travail et des affaires au sein du cluster bois dans la ZES de Nkok en alternance sur les filières de finition d'objets en bois et de conception & design sur imprimante 3D. « Il s'inscrit dans le cadre du soutien que le ministère des PME, de l'Entreprenariat national et de l'Insertion des jeunes souhaite apporter à la filière bois en association avec l'ensemble des départements concernés. Ici nous installons un incubateur dans la zone économique spéciale de Nkok, dans le cluster bois et nous sommes heureux de cette démarche qui devrait livrer cet espace au mois de décembre 2017 », a indiqué le ministre Biendi Maganga-Moussavou.

Ce programme est financé par la BAD pour un montant de près de 120 millions de francs CFA, dans le cadre du plan stratégique Gabon émergent qui vise à transformer le pays en une économie émergente d'ici à l'an 2025. L'Etat gabonais a sollicité l'assistance de la BAD pour réaliser l'étude de préparation du programme d'appui à l'initiative *Gabon Vert* pour la transformation de la filière Forêt-Bois.



Convention de Formation entrepreneuriale JA Gabon Ministère PME et BAD

ACTER L'IMPLANTATION DE L'INCUBATEUR AU SEIN DU CLUSTER GABON WOOD HUB

Cette convention via l'ANPI, dans le cadre du Programme d'appui à l'initiative Gabon vert pour la transformation de la filière forêt-bois (PAGTFOB), dont l'exécution technique est assurée par l'Unité de gestion des études du programme (UGEP), prévoit de procéder au recrutement du point focal incubation et de la secrétaire; de rédiger les termes de référence des candidats qui vont bénéficier de la

formation, d'organiser le processus de sélection des jeunes; d'apporter un appui technique sur les dossiers des jeunes promoteurs; d'assurer l'encadrement des jeunes pendant 9 mois; d'élaborer les modules de formations et après validation du concept, en relation avec l'UGEP, l'ANPI-GABON veillera à la mise en opération du site.

D'autre part, le groupe Olam et le gouvernement gabonais, partenaires au sein de GSEZ, ont créé une zone économique spéciale près de Libreville. Pour initier la fabrication de meubles, GSEZ a construit un atelier industriel qui hébergera entre 50 et 100 fabricants de meubles locaux et étrangers. « L'objectif est de

pouvoir acter l'implantation de l'incubateur au sein du cluster Gabon wood hub dans la zone économique avec la mise à disposition de 250 m2 spécifiquement dédiés au développement et à la mise en marche de cet incubateur », a précisé Fischer Jean François, chargé du développement du cluster.

L'ouverture des deux premiers espaces d'incubation des filières agricoles et hydrocarbures facilitera le lancement de ce troisième espace labellisé JA Gabon sous le patronage du ministère des PME, de l'Entreprenariat national et de l'Insertion des jeunes. « Nous venons en appui sur la base de notre expérience de la gestion de l'incubateur national depuis bientôt faire 4 ans. Mais aussi des deux espaces d'incubation qu'on a commencés à monter à Mouila et à Port-Gentil. Ce sont des espaces d'incubation sectoriels. A Mouila sur l'agriculture et à Port-Gentil sur les hydrocarbures. L'idée était de dupliquer ce modèle, mais aussi de capitaliser sur ce que nous avons pu tirer comme enseignement. Nous nous efforcerons de répondre réellement aux besoins spécifiques des jeunes et du secteur économique. Le modèle est assez simple. L'idée est de former à des métiers spécifiques tout en injectant de l'entreprenariat et l'employabilité tout au long du parcours. L'objectif final de tous ces espaces d'incubation, y compris celui du bois, est de pouvoir insérer les jeunes par l'emploi et l'auto-emploi avec des compétences métiers », a expliqué Radia Garrigues.

Les jeunes diplômés de la filière bois ayant besoin d'une spécialisation et souhaitant monter leur propre affaire ou trouver un emploi, sont la cible principale de ce projet. Aussi, l'implémentation des programmes JA Career Success et ITS TYME leur permettra d'acquérir les outils et les compétences nécessaires pour obtenir un emploi dans le secteur et/ou créer leur propre emploi ■

Source : JA Gabon

FORMATION EN ENQUÊTES, ACCIDENTS ET INCIDENTS EN AVIATION

Les organisations africaines d'intégration invitées à créer des bureaux d'enquêtes régionaux

Le secteur du transport aérien est considéré comme le moyen de transport le plus sûr parce que la majorité des avions sont aujourd'hui dotés des technologies les plus performantes. N'empêche qu'il n'est pas toujours à l'abri des accidents. C'est dans ce contexte que le cabinet d'Aviation Consulting Services For AFRICA (ACSA) a organisé du 2 au 6 octobre dernier, à l'hôtel MERIDIEN RE-NDAMA de Libreville, une formation de haut niveau sur le thème : « ENQUETES, ACCIDENTS et INCIDENTS en AVIATION ».

Par Dr Neltoh

Cette formation professionnelle est une première en Afrique et en particulier au Gabon. Elle a été donnée par des experts français en aéronautique et sécurité aérienne, aux professionnels de l'aviation civile et militaire du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la Guinée Conakry, de la République démocratique du Congo etc. Parmi les participants, des responsables de l'aviation civile tels que Victor Mali Ovoungou, fondateur du Cabinet ACSA ; le directeur général de l'Autorité guinéenne de l'aviation civile, Mamady Kaba, et son point focal AIG, Sidiki Traore ; le Directeur du BEIAA-GABON, Dieudonné Mfoubou Moudhouma, et son Point focal AIG, Augustin Mfoudy ; le vice-président du conseil d'administration ANAC Gabon, Djoue Edouard Roger ; Jean Roger Mba Ezome, ancien directeur général A1 ANAC-Gabon ; Alain Manfoumbi Nziengui, cadre retraité du ministère



des Transports ; Basile Hans Nganinga, secrétaire général adjoint 1 du ministère du Budget et Comptes Publics ; Raphael Biduaya Lukengou et Kakondi Dialo Pompon, respectivement Assistant du Directeur général de l'Autorité de l'Aviation Civile AAC de la République Démocratique du Congo ; Juan Manuel Ipo Muadacucu, Directeur

du BEA Guinée Equatoriale ; et Alex Ona Chama, chef de service de la réglementation AAGE, de la Guinée Equatoriale ; Ekome Nzenz Guy Patrick, Ministère des Transports et de la Logistique du Gabon ; Stéphane Mangoni, OPL AFRIJET BUSINESS AVIATION et OSV ; et une quinzaine d'étudiants de la dernière promotion

de l'Ecole africaine de la Météorologie et de l'Aviation civile (EAMAC) de Niamey au Niger.

Les modules de cette formation ont porté essentiellement sur le droit aérien, l'assistance aéroportuaire ou en escale, l'intelligence économique et intelligence économique appliquée au transport aérien, la gestion de la sécurité, les enquêtes accidents : enjeux/organisation, la phase de l'enquête technique, notification / terrain, les interviews des témoins et traductions, les dangers des lieux d'accidents, l'assistance aux familles des victimes, les enregistreurs de vol, les études des cas pratique : AIR ASIA A320, AF447, Sharm el Cheik, la rédaction d'un rapport Technique, ou comment le rédiger ?, etc.

LES INSTRUMENTS LÉGAUX INTERNATIONAUX AUX INSTRUMENTS RÉGIONAUX ET LOCAUX PRÉPONDÉRANTS

Cette formation qui s'est tenue à un mois du dixième anniversaire du Cabinet ACSA (14 novembre 2007 au 14 novembre 2017) a pris en compte, les procédures de l'Enquête technique en zone CEMAC-CEEAC, notamment les fondamentaux juridiques qui sont des instruments légaux en partant de l'annexe 13 du droit international et du droit communautaire et national. Les formateurs se sont en effet appuyés sur les fondements juridiques de l'enquête judiciaire, notamment en partant des instruments légaux internationaux aux instruments régionaux et locaux. Le tout sous l'aspect du droit comparé, notamment en zone CEMAC-CEEAC, et aussi pour le cas de la Guinée Conakry.

Ce qu'il y a lieu finalement de retenir est la mise en place, dans nos pays, des bureaux d'enquêtes plutôt que des commissions. Même si ces bureaux ne sont pas équipés comme peuvent l'être en France BEA ou NTSB, le plus important c'est d'avoir un bureau indépendant. Cependant, puisque le coût d'installation des BEA est prohibitif, il est conseillé à nos zones d'intégration économique (CEMAC-CEEAC, UEMOA, SADC, Maghreb) de mutualiser leurs efforts pour créer des BEA régionaux. Espérons que l'appel soit entendu ■

Emploi des jeunes : le CIE appelle à la mise en place d'un mécanisme de coordination des initiatives

La Rédaction



Emploi des jeunes et développement durable 32ème Session, le Comité Intergouvernemental d'Experts

A l'occasion de la clôture des travaux de sa 32^e Session, le Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) réuni par le Bureau de la CEA en Afrique du Nord sous le thème « *Emploi des jeunes et développement durable* » a émis une série de recommandations à l'intention de la Commission économique pour l'Afrique, des pays de l'Afrique du Nord et des partenaires de développement.

S'étant accordés sur l'ampleur des défis liés à l'emploi des jeunes dans la région, les participants ont reconnu que la vision portée par les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'échelle mondiale et l'Agenda 2063 de l'Union africaine à l'échelle continentale fournissent des cadres stratégiques convergents pour le traitement de ces problématiques dans le respect des spécificités de chaque pays.

METTRE EN PLACE DES OUTILS DE PARTAGE ET DE DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES DE CRÉATION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES

Les participants ont par ailleurs encouragé la mise en place d'un mécanisme de coordination des actions menées en faveur de l'emploi des jeunes, en vue d'optimiser l'impact des

initiatives et programmes menés par les différents partenaires au développement dont le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque Africaine de Développement, l'Union Africaine et l'Organisation Internationale du Travail.

Une autre idée force qui a émergé des débats a porté sur la mise en place, en collaboration avec l'OIT et la BAD, des outils de partage et de diffusion des bonnes pratiques existantes en Afrique du Nord en matière de création et de promotion de l'emploi des jeunes.

CRÉER DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS ET IDENTIFIER DES SOLUTIONS INNOVANTES

« *La problématique du chômage des jeunes est un défi partagé par tous les pays de l'Afrique du Nord. Nous sommes convaincus qu'une coopération inter-Etats, sous l'égide de l'UMA et des autres Communautés économiques régionales, ainsi que le partage de bonnes pratiques, permettra de renforcer les dispositifs en place pour créer de nouvelles opportunités et identifier des solutions innovantes pour faire face à ce défi* », a déclaré à l'issue de cette rencontre Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau de la CEA

en Afrique du Nord, qui a souligné la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes dans ce processus, y compris les jeunes eux-mêmes.

Au terme de ces travaux, les recommandations des experts pour l'Afrique du Nord seront intégrées dans les travaux de la CEA à l'échelle continentale dans le cadre de la Conférence des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique, prévue en 2018.

Organisé du 3 au 6 octobre, le Comité Intergouvernemental d'Experts a réuni près de 150 hauts fonctionnaires, représentants d'organisations internationales et du secteur privé, experts et chercheurs, venus d'Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie. Cette rencontre de haut niveau s'est tenue avec la participation de hauts responsables internationaux et marocains, dont M. Taïeb Baccouche, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe, M. Mohamed Yatim, ministre marocain de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle et Mme Vera Songwe, Secrétaire Exécutive de la CEA, ainsi que des représentants de plusieurs organisations internationales, du système des Nations Unies et du secteur privé.

Au cours des prochains mois, le Bureau de la CEA en Afrique du Nord tiendra plusieurs autres activités dans la région, dont le Forum nord-africain pour le développement et le Colloque international de Rabat du 21 au 25 novembre et, en décembre, la Réunion du Mécanisme de coordination sous régionale (SRCM) de l'Afrique du Nord, qui sera l'occasion de dresser un bilan du travail mené par le système des Nations Unies en soutien à l'Union du Maghreb Arabe ■

Source : [uneca](#)

Orientation du nouvel employé au Radisson Blu Okoume Palace Hotel

Le Radisson Blu Okoume Palace Hotel, Libreville, propose à l'ensemble de son personnel un programme de formations étudié par le groupe Carlson Rezidor correspondant à une qualité de service reflétant le comportement « **Yes I Can** » : la philosophie propre à la marque Radisson Blu. Le Groupe Rezidor répond à un programme d'entreprise responsable ce qui lui vaut d'être élu parmi les entreprises les plus éthiques du monde par le groupe de réflexion américain Ethisphere.

Cette formation obligatoire permet aux

employés, dès le début de leur carrière, de maîtriser les trois fondamentaux essentiels. L'orientation, la Responsabilité Sociétale et le « **YES I CAN** ». Ces formations sont dispensées par des formateurs agréés par le groupe. Elles ont pour objectif de donner les moyens aux employés de fournir un service exemplaire à leur clientèle. Elles se déroulent avant le 30^e jour d'embauche. Au terme de cette formation, l'employé a l'occasion de mesurer les valeurs du groupe tout en s'appropriant les standards de la marque.

Au cours du processus de formation il fait la connaissance du groupe hôtelier pour lequel il travaille désormais. Il voyage dans le temps et s'imprègne de l'historique du groupe Carlson Rezidor puis visite en vidéo les autres Radisson Blu implantés à travers le monde. Il apprend alors que l'hôtel Radisson Blu Okoume Palace de Libreville fait partie d'une famille de plus de 1350 hôtels répartis sur les 5 continents. Au Radisson Blu Okoume Palace, Libreville, ils ont compris que seules les formations peuvent garantir la qualité du service clientèle ■

AMAYA
RESTAURANT

FASHION
BURGERS



à partir de
7000
FCFA

TOUS LES JOURS
DE 12h30 À 22h00

Radisson **BLU**
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

ENTRETIEN AVEC MME LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE JUNIOR ACHIEVEMENT GABON

Création d'un véritable tissu de solidarité entre les dirigeants d'entreprises, leurs salariés et les jeunes entrepreneurs JA Gabon

Junior Achievement Gabon (JA Gabon) est une ONG de droits gabonais, membre d'un réseau international de 121 pays. Sa mission consiste à motiver et préparer les jeunes de 15 à 35 ans à réussir dans une économie globale. Mme Radia Garrigues, directrice exécutive de cette structure depuis sa création au Gabon en septembre 2013 donne les grands axes de cette ONG qui portent essentiellement sur l'entrepreneuriat, l'éducation financière et l'employabilité.

Par Anne Marie Jobin



Mme Radia Garrigues,
directrice exécutive JA Gabon

ECONOMIE GABON + : Quels sont les principaux axes sur lesquels vous travaillez ?

Mme Radia GARRIGUES, directrice exécutive : Depuis presque un siècle, les fondamentaux de notre ONG sont : l'entrepreneuriat, l'éducation financière et l'employabilité.

ECONOMIE GABON + : D'où viennent les fonds dont vous disposez ?

Les fonds sont mixtes. Ils proviennent en moyenne à 50 % de l'Etat gabonais et des entreprises privées qui puisent dans le budget réservé à leur engagement dans le cadre de leur responsabilité sociétale. Depuis deux années, nous avons développé des partenariats avec des bailleurs de fonds tels que l'Organisation internationale de la francophonie et l'Union européenne.

ECONOMIE GABON + : Etes-vous aussi touchés par la crise économique ?

Absolument. Nous sommes impactés par les deux sources. Ces budgets dédiés à la communication et à la RSE sont les premiers à être réduits voire annulés.

UN PATRON POUR UN JEUNE ENTREPRENEUR : UN PROGRAMME ANTI-CRISE

ECONOMIE GABON + : Cette récession a-t-elle des répercussions sur vos projets vis-à-vis des jeunes et des programmes que vous avez mis en place ?

Oui, malheureusement. A cet effet, pour que nos jeunes n'en subissent pas les conséquences, nous avons adopté une stratégie de levée de fonds un peu différente. Nous l'avons réorientée vers un mécénat de compétences, ce qui consiste à convaincre les leaders d'entreprise d'entrer dans le cadre d'un programme que nous avons appelé "Un patron pour un jeune entrepreneur". C'est donc en qualité de chef d'entreprise dont les compétences ne sont pas mises en doute et en tant que bénévole que ce "patron", mais aussi ses salariés volontaires, s'investiront auprès des jeunes entrepreneurs pour leur dispenser de bons conseils. Il peut s'entourer de ses salariés pour organiser des ateliers, animer des renforcements de capacités auprès des jeunes.

Ce qui permet de créer un vrai tissu de solidarité entre les aînés et les jeunes. Nous signons des accords officiels dans quelques jours avec la fondation de la CPG qui accepte de porter ce programme avec nous. Bon nombre de patrons, en échange d'un peu de temps, seront alors des tuteurs, des mentors, des conseillers bénévoles de jeunes entrepreneurs. L'autre stratégie porte sur les grands donateurs gabonais qui ont réussi dans le monde économique. Ils sont susceptibles d'être, à l'égard de nos jeunes, de futurs philanthropes.

UN TAUX DE RÉUSSITE ENCOURAGEANT DE 7 SUR 10

ECONOMIE GABON + : Depuis 2013, combien de jeunes, toutes catégories confondues, avez-vous déjà formés ? Pouvez-vous nous parler du taux de réussite ?

Nous avons accueilli 6.900 jeunes dont 3.600 en 2016. Nous sommes très satisfaits de la montée en puissance de ces demandes. Les jeunes Gabonais font preuve de volonté et d'initiative et nous sommes là aussi pour les guider vers le succès. Concernant le taux de réussite, seul notre programme start-up oblige à créer l'entreprise. Dans ce registre, nous relevons un taux de réussite encourageant de 7 sur 10.

ECONOMIE GABON + : Selon vous, quelle est la raison pour laquelle, au Gabon, il n'y a pas de section in-

termédiaire entre l'école ou l'université et le monde du travail. En clair, pourquoi n'existe-t-il pas ou presque pas d'apprentissage dans les entreprises ? Alors que faudrait-il faire ?

Il existe une loi sur l'apprentissage, c'est acté. A mon avis, il y a deux problèmes : les formations en alternance ne sont pas institutionnalisées, donc, par définition, il n'y a pas d'alternance, sauf un minimum dans le secteur technique mais pas dans la formation professionnelle. Le second problème réside dans l'écriture du texte de loi existant qui impose les entreprises de financer 40.000 F de bourse les 6 premiers mois et au-delà, les employeurs ont l'obligation de leur payer 150.000 F, ce qui correspond au minimum légal. En revanche, un apprenti n'est pas formé en 6 mois, il n'est donc pas aussi productif et ce salaire est alors jugé surestimé. Selon mon analyse, si ce verrou était levé, il faciliterait l'accès à l'apprentissage.

ECONOMIE GABON + : Comment paliez-vous ce manquement ?

Nous avons répondu à un appel d'offres de l'Union Européenne pour organiser des formations par alternance dans certains domaines. Nous avons choisi les hydrocarbures, l'agriculture. Le système de rétribution est adapté à nos moyens et répond au minimum aux besoins des apprentis. Ils perçoivent une "allocation" qui correspond à leurs frais de transport. En fait, ce n'est pas un salaire qui leur est versé mais une indemnité pour apprendre à travailler.

AIDER LES JEUNES DÉFAVORISÉS, DÉSCOLARISÉS, SANS QUALIFICATION ET SANS EMPLOI À S'INSÉRER DANS LE MONDE DU TRAVAIL

ECONOMIE GABON + : Concernant la formation et cette convention signée avec l'Union Européenne, des fonds seront-ils débloqués à cet effet ? Pouvez-vous développer les fondamentaux de ces accords ?

Comme précédemment spécifié, jusqu'à présent, JA Gabon était très spécialisé

sur l'entrepreneuriat, sur l'employabilité et l'éducation financière. Mais l'Union Européenne a créé un appel à candidature nommé AFIP (Appui à la Formation et à l'Insertion Professionnelle). Cette formation s'adresse à un jeune public de 16 à 25 ans, défavorisé, déscolarisé, sans qualification et sans emploi. Elle a pour objectif premier d'aider ces jeunes à s'insérer. Voici la stratégie adoptée pour chacun des deux sujets sur les trois qui nous sont confiés (nous travaillons aussi actuellement sur la filière bois).

L'hydrocarbure nous amène à Port-Gentil où nous collaborerons avec le CSP (Centre de Spécialisation Professionnelle). Nous avons choisi 3 filières dont 2 industrielles qui sont la mécanique et l'instrumentation/régulation et une formation qui n'existe pas à ce jour que l'on a baptisée « service et commercialisation des produits pétroliers » qui consiste à former des pompistes et à terme de futurs gérants de station-services. Pour ce programme, la contribution financière des pétroliers *Gabon Oil company* et *TOTAL Gabon* s'élève à 50 / 50 avec l'UE.

L'agriculture sera développée au lycée technique de Mouila. Nous travaillerons en collaboration avec OLAM. Cette formation agricole ne se cantonne pas à la culture de l'huile de palme, elle s'étend au maraichage et à la culture de tous les produits gabonais. L'engagement financier de l'UE pour ce programme est de 90% et de 10 % pour OLAM.

Pour chacun de ces programmes, 100 jeunes seront sélectionnés. Nous sommes épaulés par les organes de l'Etat, les affaires sociales, les lycées pour qu'ils nous aident à répertorier les jeunes déscolarisés. De notre côté, une équipe formée par nos soins procède à une sensibilisation en faisant du *street marketing*. Nous allons chercher les jeunes désœuvrés où ils se trouvent c'est-à-dire dans la rue, dans les bars, nous distribuons les flyers, les informons et leur proposons de participer à une journée portes ouvertes pour qu'ils puissent se renseigner sur les opportunités. Ils peuvent ensuite se préinscrire.

Pour ce projet pilote nous avons réuni toutes nos compétences classiques de formations mais aussi d'insertion à un métier. Nous allons donc refonder nos programmes pour créer une alternance entre l'entreprise et les centres de formation partenaires puisque dans chacun des espaces, un incubateur sera implanté. Cette formule nous ramène à une forme d'apprentissage. Les professionnels, les mentors, les tuteurs qui accompagneront nos jeunes sont évidemment du secteur dans lequel nos jeunes sont appelés à évoluer. Nous sommes intervenus en amont auprès de ces professionnels pour les former à devenir eux-mêmes des formateurs. Pour les aider, ils peuvent s'appuyer sur un manuel scolaire sur lequel nous avons développé les techniques à employer et que nous utilisons chez JA Gabon ■

ENTRETIEN AVEC M. TEDDY NZIKOU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SPA YACINE

Des coachs polyvalents et des formateurs invités de France pour la formation continue

Le SPA YACINE, un club de sport et de bien-être, connaît à ce jour un vif succès auprès des femmes et des hommes sportifs ou souhaitant s'initier au sport. La valeur ajoutée de cet établissement est la qualité et le professionnalisme de ses coachs. Notre sujet développé en ce mois d'octobre est dédié à la formation. M.Teddy Nzikou, directeur général, a bien voulu répondre à quelques questions relatives à la formation au sein de SPA YACINE.

Par Anne Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la formation de base d'un éducateur sportif ?

M.Teddy Nzikou, directeur général de SPA YACINE : La formation d'un éducateur sportif au Gabon se réalise sur le tas ! Tous nos coachs ont été recrutés sur des critères bien précis. A la base, ils ont des capacités sportives évidentes dues à leur vie antérieure de sportif de haut niveau, dans des domaines différents. Certains sont issus de la gymnastique, des sports de combat, des arts martiaux, de la danse, de l'athlétisme, etc. Ils sont « *formatés* » et aptes à appréhender les diverses formations nécessaires à leur évolution professionnelle. Ils se réinsèrent dans leur univers au SPA YACINE.

ECONOMIE GABON+ : Vous proposez des cours de RPM. Il s'agit d'un concept très novateur, international, qui nécessite l'achat d'une licence et une formation particulière. Nous sommes un journal économique, acceptez-vous de nous informer sur le coût d'une telle licence et sur la formation des coachs ?

Il s'agit d'une licence payante dont je ne vous indiquerai pas le coût puisque nous signons des accords de confidentialité qui nous engagent à ne pas le divulguer. Sachez que nous payons aussi un droit d'utilisation, un abonnement mensuel et, en échange, nous recevons les programmes, les musiques etc. Au départ, une formatrice certifiée a initié quatre de nos coachs, ce qui leur permet, à leur tour, d'animer les cours de RPM.

Mais nous avons également, si c'était nécessaire, l'opportunité de faire appel à des instructeurs professionnels qui interviennent par écrans interposés via le E-LEARNING. Il s'agit d'un apprentissage en ligne de plus en plus utilisé qui nécessite certains investissements. En effet, il faut équiper les salles de matériels spécifiques, notamment des caméras dans les salles, afin que les coachs soient guidés à distance.

13 COURS DIFFÉRENTS SONT PROPOSÉS EN MOYENNE, CHAQUE JOUR, AUX ADHÉRENTS

ECONOMIE GABON+ : Vos coachs ont-ils tous une spécialité ou sont-ils tous aptes à dispenser tous les cours ?

Ils sont tous polyvalents et appelés à donner chacun 4 cours/J sachant qu'en moyenne, 13 cours différents sont proposés chaque jour à nos adhérents. Néanmoins, chacun d'eux restent spécialisés dans leurs domaines de compétence, en fonction de leurs bases initiales acquises. C'est ainsi que deux d'entre eux issus des arts martiaux et des sports de combats animent les cours de kick boxing, aqua boxing, cadio-kickboxing.

De plus, je précise que nous accueillons des formateurs qui viennent principalement de France pour parfaire et dispenser une formation continue, comme pour les cours de CAF (cuisses/abdos/fessiers) ou de zumba, de stretching ... également pour tous les cours donnés dans l'eau, très prisés par notre clientèle.



M. Teddy NZIKOU entouré de son équipe (de gauche à droite) : Blaise, Petra, Eric, Bruno, Esto et Fred

« A compter d'octobre, tous les deux mois, nous envisageons d'organiser une rencontre, un cours collectif qui sera donné sur notre parking. Nous pourrions ainsi accueillir jusqu'à 400 personnes le temps d'un weekend »

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les cours qui ont le plus de succès ?

Tout d'abord le RPM dont 5 cours sont au programme chaque semaine. Pour les animer, nous avons 40 vélos et d'autres sont en commande pour répondre à la demande croissante. Ils sont tous pris d'assaut à chaque cours. Ce succès est aussi dû au fait qu'au Gabon, seul le SPA YACINE dispose de cette licence. Ensuite, tous les cours donnés en piscine ont la faveur particulièrement des dames. Elles sont fidèles, notamment le matin, à l'AQUABIKE, AQUAFITNESS, AQUAZUMBA, AQUABOXING Quant aux cours de coaching privés, nous affichions complet jusqu'à présent mais dès le mois d'octobre, des places se libèrent.

UNE CENTAINE DE PARTICULIERS PERMANENTS INSCRITS À SPA YACINE

ECONOMIE GABON+ : En cette période de rentrée, combien d'adhérents sont inscrits dans vos livres ?

Le SPA YACINE est ouvert depuis fin 2009. L'évolution est croissante malgré la crise qui nous impacte. A ce jour, une centaine de particuliers permanents sont inscrits. Nous nous sommes adaptés en proposant une grille tarifaire intéressante pour les entreprises qui souhaitent inscrire leur personnel. Dans ce cas, nous signons une convention dès que 10 personnes s'inscrivent et nous consentons des tarifs préférentiels dégressifs suivant le nombre d'adhérents potentiels. En termes de consolidation du CA, nous n'observons aucune baisse significative. Mais ce sont les sources de profit qui ont migré et ce dans notre activité globale. C'est la raison pour laquelle nous sommes appelés, à court terme, à modifier sensiblement certains services, certaines prestations.

ECONOMIE GABON+ : Nous avons observé que vous avez réalisé des travaux d'agrandissement. Dans quel but ?

L'objectif est double : satisfaire nos clients en leur offrant davantage de places et séduire de nouveaux prospects. Il s'agit pour nous d'améliorer nos structures d'accueil, ce qui produit un impact positif sur nos services. Nous sommes très à l'écoute des besoins et des attentes de nos clients.

ECONOMIE GABON+ : Le SPA YACINE a été plébiscité et votre équipe s'est beaucoup investie dans l'opération fitness tour cet été. Cette manifestation a connu un succès inattendu. Sera-t-elle renouvelée ?

Très certainement. Nous travaillons avec l'Association YORI et en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports. L'impact positif et le retour sur investissement sont très intéressants. En conséquence, à compter d'octobre, tous les deux mois, nous envisageons d'organiser une rencontre, un cours collectif qui sera donné sur notre parking. Nous pourrions ainsi accueillir jusqu'à 400 personnes le temps d'un weekend. Les équipes Fitness et Commerciale organiseront très prochainement toutes les campagnes publicitaires dans ce sens.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la masse salariale du SPA YACINE et comment est-elle professionnellement répartie ?

54 personnes sont réparties entre l'administratif, la technique, le fitness, la coiffure, le hammam et l'esthétique. Cela nécessite un chef de département dans chaque service ■

SPA YACINE
QUEENIE
Centre de Remise en Forme
LIBREVILLE

Un véritable havre de paix au coeur de la ville

LIBREVILLE (GABON) / HAUT DE GUÉ-GUÉ / QUARTIER KALIKAK.
Accueil : (+241) 06 00 11 25 - 01 44 51 45 - 03 00 73 33 - 05 30 76 96
E-mail : contact@spa-yacine.com / www.spa-yacine.com

INTERVIEW DU DIRECTEUR DE L'ÉCOLE RUBAN VERT, M. HARRY H MCFAUL

L'École Ruban Vert, un concept unique en Afrique pour une éducation d'excellence

L'Ecole RUBAN VERT de Libreville est construite sur 7 ha, elle emploie 44 professeurs de 18 nationalités différentes, 220 élèves sont inscrits et l'effectif maximum d'une classe est de 15 élèves. Depuis 2013 sa réputation et ses résultats sont hors normes. Cela mérite quelques explications.

Par Anne Marie Jobin



M. Harry H McFAUL, Directeur de l'Ecole Ruban Vert



ECONOMIE GABON+ : M. McFaul, il n'est pas rare qu'une école porte le nom d'une illustre personnalité. La vôtre s'appelle Ruban Vert ? D'où vient ce nom ?

Directeur de l'Ecole Ruban Vert, M. Harry H McFAUL : Comme tous les visiteurs, vous avez certainement été impressionnée, en franchissant les portes de notre école, par cet îlot de verdure qui l'environne, tel un ruban. Nous avons sur le campus de précieuses essences d'arbres de la flore gabonaise, dont l'étude est intégrée au projet pédagogique et nous sensibilisons notre communauté au respect de l'écosystème.

ECONOMIE GABON+ : Est-ce une école unique ou un concept éducatif créé et dupliqué ? D'où vient le processus mis en place ?

Notre principal moteur est l'excellence. Excellence sur le plan académique, excellence dans la relation à l'autre et le respect des valeurs. Pour y parvenir, il me semble important de concilier l'originalité de notre environnement et une inspiration des meilleures pratiques, afin d'être arrimé aux normes internationales. Ruban Vert est une des rares écoles dans notre sous-région à adopter, avec les tout petits, la pédagogie Montessori, centrée sur le respect du rythme naturel et du développement de l'enfant ; ou encore à offrir un véritable enseignement bilingue en français et anglais, des programmes qui associent une solide formation intellectuelle à celle personnelle et sociale, et des diplômes internationaux, tel le Baccalauréat international.

Ce diplôme, reconnu et prisé dans plus de 140 pays, permet un accès facilité aux meilleures universités du monde. Nous avons fait le choix d'une école ouverte sur la nature, la technologie, les sciences, les langues, les arts, le sport... En somme, un lieu de vie qui allie bien-être, savoirs, savoir-être et créativité pour permettre à l'enfant de se construire et

pouvoir relever, avec fierté et assurance, les défis de demain.

ECONOMIE GABON+ : Etes-vous subventionnés par l'Etat ou êtes-vous une école privée ?

L'Ecole Ruban Vert est une initiative privée, née de la volonté d'un groupe d'actionnaires visionnaires et convaincus qu'une éducation de qualité est le moteur de tout développement. Particulièrement en Afrique où les futures générations devront être capables d'être compétitives dans un monde hyper connecté.

DE 30 ÉLÈVES EN 2013 À PLUS DE 220 EN 2017

ECONOMIE GABON+ : Combien d'élèves sont-ils inscrits ? Le nombre est-il croissant depuis l'ouverture ?

Lorsque l'école a ouvert ses portes en octobre 2013, il y avait 30 élèves. Aujourd'hui, nous avons un peu plus de 220 élèves. Pour nous, c'est une belle progression. Vous savez, dans le monde francophone, le système international n'est pas très connu et l'on a toujours quelques appréhensions face aux nouveautés. Mais notre renommée s'établit au fil du temps et nos meilleurs ambassadeurs sont nos élèves et leurs parents.

ECONOMIE GABON+ : Comment est composé le corps enseignant ? Comment les recrutez-vous ? Quelles sont leurs particularités ? Combien de nationalités représentées ?

Nous sommes une école internationale, et la communauté de Ruban Vert, élèves comme enseignants, est le reflet de ce cosmopolitisme. A côté des Gabonais, nous avons une quinzaine d'autres nationalités et nos enseignants viennent de tous les continents. Cette diversité participe aussi à l'ouverture d'esprit de nos élèves, qui apprennent à découvrir et accepter l'autre dans sa particularité. Le critère de recrutement est,

comme vous pouvez l'imaginer, fondé sur les compétences. Pour une école d'excellence, il faut des enseignants bien formés, expérimentés, motivés et porteurs de nos valeurs.

L'EFFECTIF PAR CLASSE LIMITÉ À 15 ÉLÈVES

ECONOMIE GABON+ : Combien d'élèves avez-vous par classe ? Quelle est la proportion de garçons et filles par classe ? Quelle est la proportion des élèves nationaux et internationaux ? Quel est le taux des résultats au BAC ? A partir de quel âge acceptez-vous les enfants ?

L'effectif par classe est limité à 15 élèves mais il arrive que nous ayons des classes ou des cours avec un nombre inférieur d'élèves. Je pense que le problème de parité n'est pas pertinent ici. L'école est ouverte à tous les enfants, filles ou garçons, à partir de 3 ans. Les élèves gabonais représentent un peu plus de 40% de l'effectif. Nous ne faisons pas de discrimination, si ce n'est par les compétences. En effet le programme du bac international est exigeant et demande que les élèves soient motivés et appliqués ; d'où l'importance des tests et entretiens individuels avant toute inscription.

Pour ce qui est des examens, avec seulement 4 années d'existence, nous n'aurons notre première promotion de bacheliers internationaux qu'en 2018. Cependant, les résultats de nos élèves aux évaluations annuelles auxquelles prennent part de nombreuses écoles internationales, ou encore ceux obtenus au IGCSE, avec 100% de réussite, laissent présager un franc succès.

ECONOMIE GABON+ : Expliquez-nous votre process. Imposez-vous des horaires particuliers ? Enseignez-vous des matières particulières ?

En tant qu'école, nous n'aimons pas trop le terme « process ». À l'ERV, les cours débutent à

7h30 et se terminent à 15h30. Ensuite prennent place les activités extra scolaires jusqu'à 16h30. Les élèves doivent choisir des activités différentes chaque semaine pour découvrir et développer leurs potentialités, parfois méconnues. Nous disposons de multiples équipements sportifs et offrons des activités comme la danse, la gymnastique, le handball, le basketball, le football, le tennis. La lecture est vivement encouragée et certains préfèrent explorer la richesse de la bibliothèque, jouer d'un des nombreux instruments de musique mis à leur disposition, ou simplement profiter librement des espaces verts.

ECONOMIE GABON+ : Votre école est-elle réservée à l'élite, aux expatriés ? Les élèves peuvent-ils être boursiers ?

Comme je l'ai déjà dit, la discrimination est à l'encontre de nos valeurs. Notre école est ouverte à ceux qui le désirent et qui adhèrent à notre programme. Bien sûr, l'éducation internationale a un coût. C'est pourquoi chaque année, l'école propose un programme de bourses, totales ou partielles en fonction des revenus des parents, pour permettre aux enfants issus de milieux socialement défavorisés mais ayant un très bon dossier scolaire de poursuivre leurs études à Ruban Vert. Actuellement, près de 20% de nos élèves bénéficient de bourses d'études. C'est ça l'égalité des chances, celle fondée sur le mérite !

FAIRE DE L'ÉCOLE RUBAN VERT UNE MARQUE DE RÉFÉRENCE AU NIVEAU PANAFRICAIN

ECONOMIE GABON+ : Innovez-vous à chaque rentrée ? Si oui dans quel domaine pour 2017/2018 ?

Nous nous efforçons d'offrir à nos élèves de nouveaux programmes pour leur permettre de développer leurs compétences et ainsi les préparer au monde du travail. La grande innovation de cette nouvelle année académique est la mise en place de cours de robotique, avec la conception et la réalisation de robots. Le secteur de la robotique se développe à une si grande vitesse qu'il concerne aujourd'hui la plupart des secteurs d'activités, et même le grand public, avec la robotique domestique. Nos élèves ne peuvent demeurer en marge de cette prouesse technologique. Leur initiation à la programmation informatique contribue à amplifier le plaisir d'apprendre et à développer les compétences du travail d'équipe.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont vos objectifs majeurs et à quel terme ?

Notre objectif à court terme est, dans cette recherche permanente d'excellence, de consolider notre système éducatif par des partenariats et des programmes d'échanges avec d'autres écoles qui partagent nos exigences et nos valeurs, puis de permettre à un plus grand nombre d'élèves de bénéficier de notre enseignement et de nos infrastructures. A moyen terme, nous voulons faire de l'Ecole Ruban Vert une marque de référence au niveau panafricain et ouvrir d'autres campus comme le nôtre sur l'ensemble du continent, pour permettre à la jeunesse africaine d'être compétitive au niveau mondial ■

INTERVIEW DE MME CAROLE DEGIOANNI, DIRECTRICE DE LA RÉSIDENCE HÔTEL NOMAD

Des priorités budgétaires et consolidation des bases de l'établissement

Dans le cadre de notre dossier du mois qui développe le sujet de l'éducation et de la formation professionnelle, nous nous sommes entretenus avec Mme Degioanni Directrice Générale de la résidence hôtel LE NOMAD. Elle a une vingtaine d'années d'expérience dans l'hôtellerie et une formation plurielle très enrichissante dans la pratique de ce métier.

Par Anne Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Vous êtes arrivée depuis peu au Gabon mais vous n'êtes pas nouvelle dans le métier. Voudriez-vous bien nous informer sur votre parcours dans le secteur hôtelier ?

Mme Degioanni, directrice de la résidence hôtel LE NOMAD : J'ai 20 ans d'expérience dans l'hôtellerie. J'ai commencé ma carrière aux Etats Unis et en Angleterre, d'abord dans la restauration auprès de Paul Bocuse par exemple, mais toujours au sein d'un hôtel, exclusivement dans des établissements de 4 voire 5 étoiles de 170 chambres et plus. J'ai donc une formation plurielle, très enrichissante, pendant 15 ans dans le même groupe qui m'a fait découvrir toutes les facettes de la gestion d'un établissement haut de gamme. C'est tout naturellement que je cherchais une place de Directrice Générale à l'étranger et c'est ainsi que j'ai répondu à ce poste ici, à l'hôtel Nomad.

ECONOMIE GABON+ : Quel est votre rôle au sein de la résidence NOMAD ? La dimension n'est pas comparable à celle des établissements de haut de gamme que vous gériez. Est-ce que les perspectives sont différentes ? Quelles sont vos priorités ?

Oui, inévitablement, c'est beaucoup plus petit, c'est un établissement indépendant, privé, dans lequel il n'existe pas de standard et les procédures appliquées sont confidentielles au NOMAD. Mon challenge, en qualité de Directrice Générale, est d'instaurer une structure pour consolider les bases sur lesquelles nous pourrions nous appuyer pour un bon fonctionnement, tant sur le plan commercial, tarifaire que sécuritaire. Fixer des objectifs étudiés sur la mise en place d'un business plan de façon à encadrer les stratégies définies. Quant à mes priorités, elles sont budgétaires : jusqu'alors le budget était globalisé et moi, je souhaite le fractionner par service ce qui me permettra de fixer des objectifs à atteindre pour chaque département.



Mme Carole Degioanni, Directrice Générale de la résidence hôtel LE NOMAD

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les premières difficultés que vous avez rencontrées ?

Ce ne sont pas des difficultés à proprement parler. C'est à moi de m'adapter et aux employés de me comprendre. Nous apprenons à nous connaître et à travailler ensemble. Depuis 2 mois, j'observe une évolution positive en notant des comportements qui tendent aux respects de mes volontés.

FORMATION EN INTERNE OU SOLUTION E-LEARNING

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la masse salariale du NOMAD et quelles sont les formations dispensées à chacun des corps de métier représentés dans l'établissement ? Bénéficient-ils d'une formation continue ?

La masse salariale calculée sur le chiffre d'affaires est de 33% ce qui correspond à 63 employés, 100 % Gabonais, je suis la seule expatriée. Lors des manifestations occasionnelles, nous recrutons des free-lance. Concernant les formations aux différents métiers de l'hôtellerie et de la restauration, nous déplorons qu'il n'existe pas d'école dans lesquelles les élèves pourraient évoluer en étant apprentis. Nous accueillons des stagiaires qui ont été formés au Cameroun notamment et que nous "formons" à nos stan-

dards. A cet effet, je prévois de réserver un certain pourcentage dans mon budget 2018. Concrètement, j'étudie 2 solutions : faire venir un formateur d'une école internationale de l'hôtellerie, ou adopter la solution du E-Learning que cette même école a mise en place et qui est très fonctionnelle. Ce sont des modules, des cours qui peuvent être dispensés seuls ou animés par un formateur professionnel. Donc, j'envisage cette opportunité de 2 en 1. J'ai personnellement reçu ce modèle de formation, ce qui me permet aujourd'hui de le transmettre à l'équipe de direction dans un premier temps et ils pourront à leur tour le communiquer à leurs équipes respectives. Elle est très ludique, sous forme de question/réponse, elle peut être adaptée aux critères du pays, elle est donc modulable.

LES ACTIONS HSE PASSENT PAR LA FORMATION INTERNE : LA HACCP (HAZARD ANALYSIS CRITICAL CONTROL POINT)

ECONOMIE GABON+ : L'hôtellerie, la restauration sont des secteurs qui nécessitent une tolérance zéro quand on parle de HSE. Pouvez-vous développer les actions que vous menez à ce sujet ?

Les actions à ce sujet sont quotidiennes. Elles passent par la formation interne qui est très connue, c'est la HACCP (Hazard Analysis Criti-

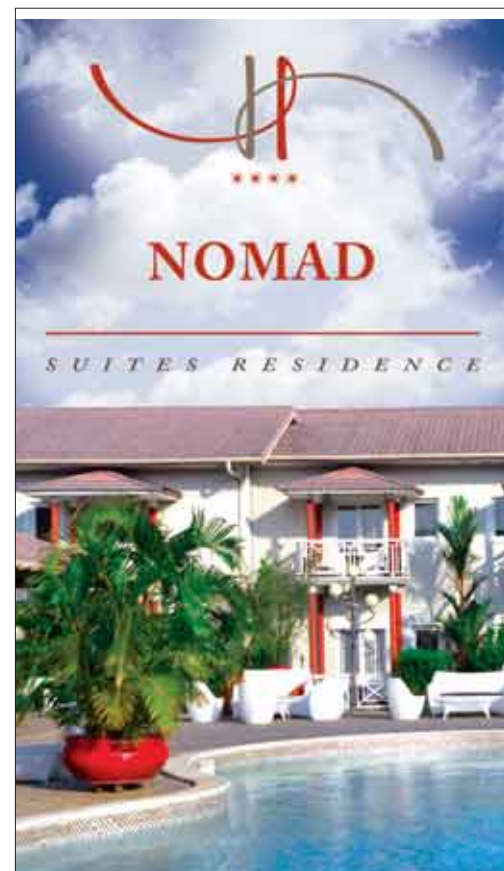
cal Control Point) qui se résume ainsi : c'est un système d'analyse des dangers, des points critiques, c'est une méthode de maîtrise de la sécurité sanitaire des hommes et des denrées alimentaires élaborée aux Etats-Unis. Il suffit de s'appuyer sur les standards et d'appliquer à la lettre les conseils prodigués. Pour la partie sécurité, je souhaite collaborer avec la Croix Rouge pour mettre en place des journées de formation de prévention et de secours civiques de niveau 1 ainsi que pour la connaissance et la manipulation des extincteurs et cela pour tout le personnel de l'hôtel Nomad.

ECONOMIE GABON+ : Entre la location de salle, l'hôtellerie, la restauration, quelle est l'activité la plus rentable ?

En termes de rentabilité, c'est l'hébergement qui reste le pôle le plus rentable ainsi qu'en termes de chiffre d'affaires. L'événementiel est également très profitable grâce à notre salle des fêtes exceptionnelle, dans laquelle nous pouvons accueillir jusqu'à 1000 personnes.

ECONOMIE GABON+ : La crise économique qui affaiblit actuellement le Gabon vous impacte-t-elle directement ? Innovez-vous ?

Cet hôtel est ouvert depuis 2011 et jusqu'en 2014, son chiffre d'affaires était croissant mais le taux de fréquentation a perdu 15 points aujourd'hui. En fait, nous avons dû revoir les tarifs appliqués de l'époque qui étaient nettement plus élevés. Nous sommes passés de 180.000 F à 150.000 puis 130.000/F la nuitée. Aujourd'hui, nous maintenons notre chiffre d'affaires sur du quantitatif grâce à cette baisse tarifaire sans toucher à la qualité des services. Je compte communiquer davantage sur cette nouvelle tarification aussi bien sur les réseaux sociaux, au travers de visuels et de rédactionnels. Nous innovons effectivement en organisant de nouveaux événements comme des after work du jeudi au samedi ou des formules « sur mesure » adaptées à chaque type de clientèle ■



Le confort allié à un service d'hôtel 4 étoiles



40 suites de 40m² et un appartement Duplex de 180m²



Restaurant et espace piscine pouvant accueillir jusqu'à 300 Personnes



Le lieu idéal pour tous vos événements capacité jusqu'à 1000 personnes



After Work autour de la piscine du jeudi au samedi de 19h à 21h

QUARTIER DE L'AÉROPORT,
B.P. 8580, Libreville – Gabon
Téléphone : (+241) 01 45 06 01 - 05 40 77 29
Fax : (+241) 01 45 06 02
E-mail : info@nomadlibreville.com
Site web : www.nomad-residence-hoteliere.com

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC GAGAN GUPTA, P-DG DU GROUPE OLAM

« Olam a généré en quatre ans la création de 10 922 emplois directs »

Le groupe Olam est présent dans 70 pays. Quatre ans après son arrivée au Gabon, la multinationale du sud-est asiatique a créé 10 922 emplois directs et près de 20 000 emplois indirects dispatchés sur ses différentes filiales. Son ambition est de participer à la création de richesses et d'emplois, poursuivre la croissance et faire passer le Gabon du stade d'importation à celui d'exportation pour l'ensemble de ses produits. Dans cet entretien accordé à Financial Afrik, Gagan Gupta, président-directeur général du groupe, décline sa stratégie.

La Rédaction

QUESTION : Pouvez-vous nous présenter le groupe Olam, à travers ses faits marquants depuis sa création jusqu'à ce jour ? Quels sont ses ambitions et ses projets ? Quel est le secret de votre réussite ?

Gagan Gupta, P-DG du groupe Olam : Olam est une multinationale singapourienne de négoce et de courtage de denrées alimentaires présente dans 70 pays. Olam opère dans divers secteurs. Installé au Gabon depuis 1998, elle a développé de multiples activités en partenariat public-privé avec le gouvernement gabonais. Le premier a été la création d'une zone économique spéciale, Gabon Special Economic Zone (GSEZ) qui s'étend sur 1126 hectares et compte 48 entreprises déjà installées venant de 16 pays différents. Deux ports (minéralier et cargo) ont été créés en continuité de la Zone Economique Spéciale afin notamment de permettre à nos clients implantés dans la ZES de réduire sensiblement leurs frais de transit. Le port minéralier est opérationnel depuis quelques mois et le port cargo le sera prochainement. Nous avons également des activités dans l'agriculture, à l'instar du programme GRAINE destiné aux petits producteurs, d'Olam Palm (palmier à huile) et d'Olam Rubber (hévéa). Il n'y a pas réellement de secret concernant la réussite d'Olam. Toutes nos réalisations sont celles des hommes et des femmes qui font Olam. L'ensemble des collaborateurs, grâce à leur travail et à leur investissement quotidien, sont la clé de voûte de notre succès. Cette volonté est appuyée par un gouvernement soucieux de l'avenir de sa population, qui s'investit dans des secteurs faibles à ce jour, mais qui répondront aux attentes de demain. Nous remercions à cet égard les différents membres de l'administration gabonaise pour leur investissement et leur collaboration fructueuse et porteuse de résultats.

QUESTION : Comment vous est venue l'idée d'investir dans le secteur agricole gabonais et pourquoi le choix de ce pays ?

Nous avons choisi le Gabon en raison, d'une part, de ses conditions climatiques propices au développement de projets agricoles et, d'autre part, pour la politique du gouvernement.



« Olam a exécuté sa politique en veillant sur la préservation de l'éco-système et la biodiversité »

En effet, le Gabon a stratégiquement entrepris de diversifier son économie, afin de réduire sa dépendance au secteur pétrolier et minier. L'agriculture s'est imposée naturellement en raison du formidable potentiel du pays, de la perspective d'atteindre l'autosuffisance à moyen terme et également en raison des avantages évidents en matière de création d'emploi. Olam conduit ses activités agricoles à but lucratif en s'engageant activement pour le développement durable local (environnemental et social) et en accompagnant le Gabon dans sa transition économique.

GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

QUESTION : Quelle analyse faite-vous du secteur agricole au Gabon ? Et comment évaluez-vous ce

secteur comparativement aux pays voisins, comme le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Congo ?

Le secteur agricole au Gabon n'est pas développé, alors que son potentiel est considérable. Nous sommes dans un schéma d'agriculture de subsistance à faibles rendements, souvent dû à une faible connaissance des bonnes pratiques. Avec l'arrivée d'un groupe comme Olam, spécialisé dans l'agriculture via les petits producteurs, le Gabon mise sur un développement agro-industriel afin de devenir moins dépendant des importations. Le Gabon rattrapera bientôt ses voisins en matière de productivité, avec les engagements d'Olam pour des standards environnementaux et sociaux élevés, il va garantir un développement qui respecte les milieux naturels et les espaces patrimoniaux. Le Gabon est d'ores et déjà leader dans ce secteur par rapport aux pays voisins.

QUESTION : Que pèse aujourd'hui le groupe Olam en termes de création d'emplois au Gabon ?

Olam a généré en quatre ans la création de 10 922 emplois directs et près de 20 000 emplois indirects. Pour 60% de ces personnes recrutées, il s'agit d'un premier emploi stable. Il est important de préciser que la grande majorité des personnes qui travaillent pour Olam se trouvent dans des zones rurales, ce qui a permis de désenclaver certaines régions, de faire émerger des centres d'influence provinciaux et de décentraliser les traditionnels pôles économiques de Libreville et Port-Gentil.

OLAM ENGAGÉ SUR LA VOIE DE LA CERTIFICATION RSPO

QUESTION : Quelle est la part de l'option de l'exportation dans votre stratégie ?

Traditionnellement importateur de toutes sortes de biens, le Gabon a pu cette année devenir un exportateur à grosse échelle grâce à la production des palmeraies Olam Palm Gabon. Cette première tranche d'exportations est une grande première pour le pays et une première étape qui sera suivie de nombreuses autres. En 2018, nous allons augmenter sensiblement nos volumes d'exportations, et, à moyen terme, une partie des récoltes des coopératives du programme Graine sont vouées à être exportées. Nous accompagnerons les producteurs dans ce sens.

QUESTION : Quelles sont vos perspectives au Gabon pour le moyen et le long termes ?

Nos activités au Gabon sont relativement variées. Nous avons plusieurs projets en marche. Notre priorité aujourd'hui est de continuer à faire de ces projets des succès et de veiller à constamment améliorer ce que nous avons entrepris. Les ONG ont raison de s'inquiéter des expansions agro-industrielles, car certaines ont été par le passé totalement dévastatrices, sans retenues, sans scrupules ni pour les hommes, ni pour l'environnement. Mais aujourd'hui, cette impunité ne peut plus exister, bien heureusement pour nous tous. Le CEO d'Olam, dans son discours aux tribunes des Nations Unies lors de la présentation des nouveaux objectifs de développement durable, a confirmé sa volonté d'être parmi les meilleurs en matière de durabilité. Nous ne respectons pas seulement la législation nationale et les conventions internationales, nous adhérons également aux principes de développement durable en s'engageant sur la voie de la certification RSPO. Nous sommes, en seulement quatre ans, devenus les leaders en matière de plantation certifiée en Afrique.

QUESTION : Récemment, le groupe Olam a été accusé par un rapport de la compagnie américaine Mighty Earth et de l'Ong Brainforest d'être impliqué dans la déforestation du pays ? De quoi s'agit-il exactement ?

Il est nécessaire de mettre en lumière certains aspects à améliorer et nous remercions tous ceux qui contribueront à nous rendre meilleur. Cela dit, il est souvent dommage de voir que les ONG investies dans ces « attaques » (nous aurions préféré des recommandations !) occultent volontairement les impacts socio-économiques positifs que le développement agricole peut amener, notamment en matière d'emplois, de développement rural, de sortie de la pauvreté de milliers de ménages, et ne mettent pas en perspective tous les efforts consentis en matière de diligence raisonnée, surtout en tenant compte des spécificités d'un pays fortement boisé comme le Gabon. Nous avons notamment sauvegardé plus de 50% de nos concessions en zones de haute valeur de conservation et nos plantations sont positives pour le climat et la biodiversité protégée dans ces zones. Suite à la publication de ce rapport, nous avons formulé une réponse officielle. Vous pouvez vous référer à ce document pour avoir des explications exhaustives.

QUESTION : Quel peut être l'impact de ces accusations sur le groupe Olam ? Qu'attendez-vous du gouvernement gabonais ?

Nous savions qu'en devenant un acteur majeur dans le secteur de l'huile de palme, nous allions être contrôlés et « scrutés » par un certain nombre d'ONG environnementalistes. Nous devons effectivement respecter le principe de précaution en protégeant les vastes zones de haute valeur de conservation et de teneur en carbone, ce que nous avons effectué à travers un processus robuste de diligence raisonnée et de consultations. Tous ces travaux ont été faits en phase avec la volonté du gouvernement de réduire sa dépendance à la rente pétrolière, en concertation avec les agences de protection de l'environnement, les ONG gabonaises, etc. Nous n'avons aucun mal à défendre notre action, que nous jugeons juste, équitable et génératrice de bien-être. Les revendications de personnes qui ne sont jamais venues dans ce pays, et qui n'ont pas compris les enjeux qui y existent, sont à replacer dans leur contexte. Afin de lever certaines ambiguïtés, nous espérons que le Gabon puisse finaliser le plan national d'affectation des terres afin que les zones destinées à l'agriculture soient clairement définies. Le Gabon doit également publier sa politique en matière de développement agro-industrielle, et notamment sa position par rapport aux forêts et aux GES. Cela permettra de mieux comprendre l'implication d'Olam aux côtés du Gabon. Nous sommes en partenariat public-privé avec le gouvernement gabonais. A la suite de la publication de ce rapport, le gouvernement a formulé une réponse officielle pour clarifier les choses ■

Source : financialafrik

TRAVAUX ET RÉUNION DU TROISIÈME COMITÉ DE PILOTAGE RÉGIONAL (CPR) CONJOINT DU PRMN ET DU PIQAC À LIBREVILLE

Des résultats satisfaisants et encourageants

La troisième réunion et les travaux afférents du Comité de Pilotage Régional (CPR) conjoint du Programme de Restructuration et de Mise à Niveau de l'Afrique Centrale (PRMN) et du Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale (PIQAC) se sont ouverts les 16 et 17 octobre dernier à l'hôtel Méridien Ré Ndama de Libreville. Les participants des sept (7) pays membres du PIQAC ont planché sur « l'appui à l'élaboration d'un cadre directeur régional d'industrialisation de la CEMAC » et la « Restructuration des entreprises ». Et le 18 octobre, c'était l'ouverture du 3^e Comité de pilotage Régional (CPR) PIQAC – PRMN.

La Rédaction



La réunion du Comité de Pilotage Régional est un moment clé de la vie des deux programmes régionaux. Elle s'est ouverte le mercredi 18 octobre dernier, en présence de nombreux officiels dont les représentants du gouvernement gabonais, de la CEMAC et de la DUE. Cette rencontre a permis de faire le point sur les activités réalisées et de discuter des activités à venir en présence de tous les acteurs concernés. Les échanges entre les participants lors de la réunion ont donc permis de faire le point de manière détaillée sur l'état d'avancement des programmes, de présenter les résultats obtenus au cours de l'année écoulée, d'échanger sur les bonnes pratiques et aspects techniques du PRMN et du PIQAC et de discuter de la pérennisation des acquis des deux programmes.

Les résultats obtenus sont satisfaisants et encourageants pour la poursuite des programmes PIQAC – PRMN. A cet effet, la composante 3 du Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale qui vise à sensibiliser les entreprises et les consommateurs de la région sur les principes et pratiques de la qualité pour influencer sur le long terme leur comportement ainsi que leur attitude envers une culture de la qualité, a atteint ses objectifs à travers « la prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs renforcée au niveau régional et national ». Le taux de satisfaction global des participants aux formations organisées lors du 1^{er} et du 2^e semestres a été de l'ordre de 89%.

S'agissant du dernier semestre, les formations portent sur deux thèmes : l'Audit interne ISO 22000 et la présentation de la Norme ISO 14001. Cette dernière a eu lieu au Cameroun les 5 et 6 octobre 2017, au Tchad les 9 et 10 octobre et au Gabon les 12 et 13 octobre 2018. Les formations du semestre 3 vont se poursuivre dans le reste des pays du PIQAC.

Au niveau des consultants nationaux, 21 consultants ont été formés aux exigences HACCP et ISO 22 000 dont 10 consultants formés en tant qu'auditeurs tierce partie IRCA ISO 22000. L'objectif de l'assistance technique pour les consultants nationaux du PIQAC est de doter chaque pays bénéficiaire d'une expertise nationale en matière de sécurité des denrées alimentaires en vue de pérenniser les acquis du programme. A l'issue d'une sélection basée sur des critères objectifs élaborés par le projet, les 21 consultants sélectionnés ont bénéficié de deux sessions de formation théorique, et ont ensuite été affectés à une entreprise accompagnée par le PIQAC, afin de participer aux missions d'assistance technique effectuées par les experts internationaux, et de bénéficier du coaching de ces experts. 10 d'entre eux, à l'issue des formations théoriques et de leur évaluation en situation de réalisation d'un pré diagnostic ont pris part à la formation qualifiante d'auditeurs tierce partie IRCA ISO 22000.

LES ENTREPRISES TENUES DE METTRE EN PLACE DE BONNES PRATIQUES D'HYGIÈNE (BPH)

Quant aux entreprises agro-alimentaires, 960 personnes ont été formées au profit de celles-ci. L'appui aux entreprises vise en effet, à terme, à accompagner à la certification selon la norme ISO 22000, 21 entreprises agro-alimentaires à raison de 3 entreprises par pays bénéficiaire du PIQAC. Pour les entreprises qui ne sont pas, pour le moment, prêtes à mettre en place un Système de Management de

la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) selon la norme ISO 22000, comme révélé par le diagnostic réalisé au démarrage de l'assistance technique par les experts internationaux du PIQAC, il est prévu que ces entreprises mettent en place les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH).

A l'issue d'une sélection basée sur des critères objectifs élaborés par l'équipe projet, 21 entreprises agroalimentaires ont été sélectionnées, à raison de 3 par pays. Le personnel des entreprises a ensuite reçu des formations sur les exigences de l'ISO 22000 ou sur les BPH. Ces entreprises sont actuellement accompagnées pour la mise en place d'un système de management ISO 22000 en vue de la certification, ou des Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH).

7 PREMIERS LABORATOIRES BÉNÉFICIENT D'UN APPUI À L'ACCRÉDITATION SELON LA NORME ISO 17025

En ce qui concerne les laboratoires d'essais et d'analyses, 201 personnes ont été formées au sein de ces laboratoires. Les 7 premiers laboratoires, à l'issue de la sélection, bénéficient d'un appui à l'accréditation selon la norme ISO 17025, « Exigences générales concernant la compétence des Laboratoires d'étalonnages et d'essais ». Les autres laboratoires bénéficient d'un appui à la fonctionnalité. Le PIQAC est actuellement en train de doter la totalité des 14 laboratoires sélectionnés, avec les équipements jugés indispensables pour leur bon fonctionnement. A l'issue de l'assistance technique apportée aux 7 premiers laboratoires, suivra un audit d'accréditation. A cet effet, les experts internationaux en charge de ladite assistance technique fourniront aux laboratoires un audit interne et les assisteront dans la préparation de leurs dossiers en vue d'un audit pour l'accréditation.

FINANCEMENT GLOBAL À HAUTEUR DE 7 MILLIARDS DE FCFA PAR L'UE

Initiés par la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), en concertation avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), le PRMN et le PIQAC sont financés par l'Union européenne à hauteur respectivement de 4,15 milliards de francs CFA (6,3 millions d'euros) et 3,8 milliards de francs CFA (5,8 millions d'euros). Les deux programmes sont mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Le PRMN vise à soutenir la dynamique de mise à niveau, d'amélioration de la compétitivité du tissu industriel et des entreprises de services à travers une assistance technique fondée sur un ciblage adéquat des secteurs porteurs spécifiques de chacun des pays bénéficiaires. Au demeurant, le PRMN entend non seulement soutenir les jeunes entrepreneurs de la région dans la préparation du plan d'affaires, véritable challenge pour eux, mais également les aider à dépasser la problématique du financement. Le PIQAC a pour objectif de renforcer la compétitivité et la diversification des secteurs productifs à travers l'opérationnalisation des infrastructures qualité régionales et nationales et leur mise en réseau.

Le PRMN et le PIQAC couvrent sept pays de l'Afrique Centrale : le Cameroun, le Gabon, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

DES STRUCTURES DE GOUVERNANCE MISES EN PLACE DANS LES DIFFÉRENTS PAYS CEMAC

Des sessions de formation sur trois semestres ont été prévues dans le cadre du PIQAC dans les différents pays bénéficiaires de ce programme. Le premier semestre de formation a eu lieu au cours de l'année 2016 sur les thématiques de la Normalisation, Accréditation, Certification. Le deuxième semestre débuté au dernier trimestre de l'année 2016 a pris fin en 2017. Il était axé sur les thèmes du processus d'élaboration des normes, la Norme ISO 17025 et la Maîtrise de la Méthode HACCP. S'agissant du dernier semestre, les formations portent sur deux thèmes : l'Audit interne ISO 22000 et la présentation de la Norme ISO 14001. Cette dernière a eu lieu au Cameroun les 5 et 6 octobre 2017, au Tchad les 9 et 10 octobre et au Gabon les 12 et 13 octobre 2018. Les formations du semestre 3 vont se poursuivre dans le reste des pays du PIQAC.

Par ailleurs, des structures de gouvernance ont été mises en place dans les différents pays: les CPN et les BMN/GMN. Les CPN sont chargés de contribuer à la définition de la politique du Gouvernement en matière de mise à niveau des entreprises et d'amélioration de la compétitivité des produits locaux. Les BMN/GMN ont pour mission d'exécuter et de suivre les plans de mise à niveau en contact direct avec les entreprises. Avec la contribution des différents pays, les capacités des CPN et BMN/GMN ont été renforcées par le Programme, notamment à travers l'équipement et l'aménagement des locaux et la formation des cadres. Certaines institutions nationales ont été appuyées par le PRMN à travers des formations afin de leur permettre d'assurer un service de qualité pour les entreprises.

Dans le cadre de l'entrepreneuriat et l'environnement des affaires, il a été constaté que les pays de la région, l'environnement des affaires reste peu élaboré. Une étude réalisée par le PRMN sur la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'entreprises montre que la culture entrepreneuriale est quasi inexistante en Afrique Centrale, bien que certains pays (notamment le Cameroun) présentent des prédispositions entrepreneuriales plus fortes que d'autres. Face à ce constat, un plan d'actions visant à la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'entreprises a été dégagé dans une perspective régionale. Dans ce plan, on note au moins une dizaine d'actions communes à tous les pays (portant sur la sensibilisation / formation en entrepreneuriat, l'organisation d'un forum sur le sujet, la création d'un site web dédié...) et d'autres spécifiques aux pays.

De plus, 133 coaches en entrepreneuriat ont été formés par le PRMN sur le thème de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprises dans les 7 pays bénéficiaires du programme, dotant les pays de la sous-région de formateurs capables de remplir des missions en création d'entreprise et accompagnement des jeunes créateurs. Le chemin est encore long à parcourir afin de relever tous les défis pourvu que les programmes PIQAC – PRMN soient reconduits ■

Wafacash et WorldRemit révolutionnent le transfert d'argent

Le service de transfert d'argent ultrarapide de WorldRemit permet désormais d'envoyer des fonds à collecter dans plus de 2 000 points Wafacash présents dans 7 pays africains.

La Rédaction

Le spécialiste marocain des services financiers Wafacash passe à la vitesse supérieure avec le leader du transfert d'argent en ligne WorldRemit, afin de proposer le transfert d'argent instantané dans les nations présentes dans l'ouest et le centre de l'Afrique. Wafacash et WorldRemit, qui ont déjà noué un partenariat au Maroc et au Sénégal, ont choisi de se développer également au Cameroun, au Bénin, au Burkina Faso, au Niger et en Côte d'Ivoire d'ici à la fin de l'année. Les clients de WorldRemit pourront ainsi envoyer de l'argent, depuis une cinquantaine de pays, aussi facilement et rapidement qu'un message instantané à l'aide de son application ou de son site web.

LE SERVICE EST FACILE À UTILISER

Le mode de fonctionnement de WorldRemit – en ligne depuis un ordinateur ou un appareil mobile – améliore grandement la sécurité des transactions et assure à l'utilisateur de toujours respecter la réglementation locale en vigueur. L'expéditeur n'a par ailleurs plus à se rendre dans

une agence de centre-ville, synonyme souvent de longs temps d'attente pour les expatriés ainsi obligés de perdre une demi-journée de travail pour envoyer de l'argent à leur famille.

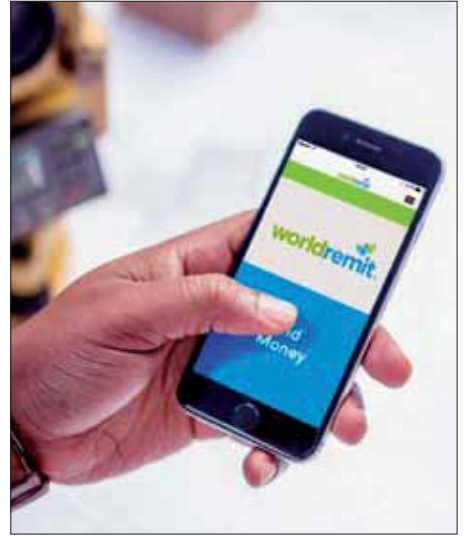
Wafacash est une filiale de la Attijariwafa Bank, l'un des plus grands établissements bancaires d'Afrique. Réputée pour la qualité de son service à la clientèle, la banque a des projets de croissance ambitieux dans la région. Elle dispose actuellement de points de collecte d'argent dans les bureaux de Wafacash et dans les agences Attijariwafa Bank, qui permettent aux clients de récupérer leurs fonds rapidement et de façon très commode.

Les transferts de fonds dans la région ont connu dix années de croissance soutenue, et leur montant global devrait se monter, selon les projections, à 34 milliards de dollars pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en 2017. Selon la Banque mondiale, la valeur des opérations à destination du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal a augmenté selon les estimations de 86%, 130% et 74%, respectivement entre 2006 et 2015. Le Maroc, à lui seul, a bénéficié de plus de 7

milliards de dollars en 2015 selon la Banque mondiale, soit l'équivalent de 7% de son PIB. Le service est facile à utiliser : il suffit d'aller dans l'application ou sur le site web – plus besoin de se rendre en agence.

Samira Khamlich, directeur général de Wafacash, commente : « Nous élargissons notre partenariat avec WorldRemit dans le but de contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière dans notre pays et à la diversification des canaux financiers légaux. Notre alliance va permettre aux clients de WorldRemit présents dans une cinquantaine de pays, d'envoyer de l'argent vers l'un de nos points de collecte d'espèces dans la région. Ce n'est qu'un début, dans la mesure où nous comptons couvrir beaucoup d'autres pays et développer notre offre, étant donné que notre objectif principal est de toujours mieux servir nos clients et partenaires commerciaux en répondant à leurs besoins. »

Et quant à Ismail Ahmed, fondateur et CEO de WorldRemit, il avoue : « Nous sommes enchantés de voir prospérer notre partenariat avec Wafacash. Nous partageons la même vision, celle de transferts d'argent sûrs, rapides et aussi



peu coûteux que possible. Cet élargissement de notre accord se traduit par l'arrivée d'un grand nombre de points de collecte d'espèces dans la région, grâce auxquels notre service est encore plus pratique qu'avant pour nos clients. »

En juin WorldRemit a annoncé son intégration avec le service Android Pay de Google dans le monde entier, et son partenariat avec la plate-forme de paiement mobile de Huawei en Afrique. Les clients de WorldRemit effectuent au total 700 000 transferts chaque mois depuis une cinquantaine de pays, vers plus de 140 destinations ■

Source : www.Wafacash.com

Ecobank lance une application révolutionnaire avec la carte Visa



Le groupe bancaire panafricain Ecobank vient d'annoncer son association avec Visa pour lancer Ecobank Scanner+Payer avec mVisa pour le bénéfice

de leurs clients. Cette alliance stratégique signe une collaboration opérationnelle transfrontalière et des gains potentiellement énormes. En effet, ce nouveau dispositif permettra aux consommateurs

d'utiliser leur téléphone mobile pour accéder directement aux fonds dans leurs comptes bancaires pour des paiements de type personne à commerçant (P2M) ou de particulier à particulier (P2P).

« Ecobank Scanner+Payer avec mVisa assure des paiements sans cash, immédiat et sécurisé, pour tous les produits et services. Le consommateur devra simplement scanner un code QR sur son smartphone ou saisir le code d'identification unique du commerçant sur un téléphone portable classique ou un smartphone. Le paiement passe directement du compte bancaire du client au compte du commerçant, tandis que les deux parties reçoivent un avis en temps réel. Ce service accélère le commerce numérique et résout certains des problèmes que les commerçants ont rencontrés en utilisant les terminaux de paiement électronique classiques, notamment

le coût de l'installation, et la nécessité d'une alimentation électrique et de la connectivité internet », a indiqué un cadre de la banque.

ENVOI DE L'ARGENT INSTANTANÉMENT À TOUT TITULAIRE D'UNE CARTE VISA, PARTOUT DANS LE MONDE

Ce nouveau dispositif va permettre également aux clients Ecobank d'envoyer de l'argent instantanément à tout titulaire d'une carte Visa, partout dans le monde. En effet, Cette innovation majeure répond aux besoins des Africains de la diaspora en leur permettant de lier leur carte Visa à l'appli Ecobank Mobile, pour effectuer

des transferts d'argent rapides et sécurisés à d'autres détenteurs de carte Visa dans leur pays d'origine.

« Nous tenons notre promesse qui consiste à donner à chaque Africain le droit de participer efficacement à l'économie mondiale à un prix abordable et de manière pratique. Ecobank Scanner+Payer avec mVisa permet aux commerçants – en particulier les petits commerces – d'accroître leurs ventes sans les risques associés à la liquidité et offre également à nos clients la possibilité d'acheter des biens et des services sans cash par le biais de leur téléphone. Les particuliers peuvent en outre effectuer un paiement à destination d'un autre particulier et transférer de l'argent instantanément à leurs proches via leur téléphone à un coût très bas », a expliqué le Directeur général du Groupe Ecobank, Ade Ayeyemi ■

Source : directinfogabon

La Poste S.A veut moderniser son système de distribution de courrier

La Rédaction

Le 9 octobre écoulé, le Gabon, à l'instar de la communauté internationale, a célébré la 143^e journée mondiale de la Poste correspondant à la création de l'Union postale universelle (UPU). Cette journée était placée sous le thème : « Se transformer pour rester le levier du développement inclusif et l'une des composantes essentielles de l'économie mondiale ». Une journée mondiale qui a pour but de sensibiliser les particuliers et les entreprises sur le rôle de la

poste dans leur vie quotidienne et à sa contribution au développement socio-économique mondial.

« C'est un thème qui interpelle la poste gabonaise. Nous devons aller dans le sens de la transformation de façon interne, à satisfaire les besoins de la clientèle et à offrir des produits de qualité », a déclaré le conseiller en charge des courriers et des colis à la Poste, Joseph Marie Ekouaghe.

VALORISER L'ENTREPRISE, LE CAPITAL HUMAIN ET RENFORCER LES PARTENARIATS STRATÉGIQUES

Avec l'avènement des Technologies de l'information et de la communication (TIC), la poste du Gabon dit avoir pris certaines précautions

afin de promouvoir les valeurs de l'entreprise d'une part ; renforcer les partenariats stratégiques, mais aussi valoriser le capital humain d'autre part. « En ce qui concerne le service courrier, il y a un certain nombre de chantiers qui ont été mis en route par lesquels nous utilisons un certain nombre d'outil des systèmes d'exploitation basé sur les techniques d'information et des télécommunications. Ceci afin d'assurer la traçabilité des courriers. Nous avons des partenariats avec la mairie qui a mis en place un système d'adressage de la ville qui nous permettra de revoir tout notre système de distribution à Libreville », a expliqué Joseph Marie Ekouaghe ■

Source : directinfogabon

Gabon : Canal+ se lance dans l'offre triple play et menace Gabon Telecom



Le marché gabonais de la télévision numérique et d'Internet va connaître au cours des prochaines semaines une concurrence bien plus accrue. Le groupe français Canal+ a lancé sur ce marché ses premiers tests commerciaux de triple play. Une solution qui permettra à ses abonnés d'accéder à Internet haut débit par fibre optique. C'est la suite logique qui découle de l'obtention de la nouvelle licence du Groupe Vivendi Africa (GVA) obtenue au Gabon et qui lui permet de déployer la fibre optique jusque dans les domiciles.

Pour l'instant, et d'après le journal africtelgraph, les usagers intéressés par l'offre sont invités à soumettre sur Internet une demande de raccordement via une plateforme baptisée «jeuxma fibre». Une fois l'enregistrement terminée, le client se voit livrer la CANALBOX, qui lui permet d'accéder à Internet non-stop et de regarder des vidéos.

LA CONCURRENCE VIA LE COÛT DU SERVICE

D'après Canal+, le déploiement de son offre triple Play se fera progressivement à partir des grandes agglomérations jusque dans les coins les plus reculés du pays. Seulement, notons que l'arrivée de Canal+ vient mettre un terme au monopole dont bénéficiait jusqu'ici l'opérateur historique des télécoms, Gabon Telecom.

A présent, la concurrence se jouera au niveau du coût du service. Déjà, Gabon Telecom a revu sa tarification à la baisse. Pour l'offre ADSL par exemple, les clients ont à présent la possibilité de bénéficier de 50% de réduction pour une durée de trois mois. Ceci après la baisse de son offre pour des débits de 50 Mbps. Offre qui est progressivement passée de 120 000 FCFA à 90 000 FCFA puis à 60.000 FCFA. Cependant, il faudrait y ajouter 80 000F CFA de frais d'installation ■

Source : ticmag

Le Fagem : un forum de l'innovation digitale au service de l'agro-industrie

Le 31 octobre 2017 à Azalai hôtel de Cotonou, se tiendra le Forum Afrique grenier du monde (Fagem). Forum Afrique grenier du monde 2017, se présente comme un instrument de référence du secteur privé pour la transformation digitale de l'agro-industrie. Il est une initiative du Think Tank Afrique grenier du monde, en partenariat avec la CCIB (chambre de commerce et d'industrie du Bénin). Ce forum permettra d'échanger sur les bonnes pratiques en matière d'innovation digitale entre les décideurs de haut niveau, pour la promotion de l'agro-industrie au Bénin.

Le thème du Forum, à savoir « l'innovation digitale au service de l'agro-industrie », laisse présager le but de cette activité qui est d'impulser une véritable dynamique favorable à l'investissement sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Il s'agira à travers ce forum de promouvoir l'agro-industrie avec des solutions digitales et renforcer les partenariats publics-privés pour l'adoption de mesures structurelles favorables à la transformation digitale des entreprises agro-industrielles. « L'objectif sera aussi de promouvoir les mécanismes de financement innovants, y compris digitaux, comme instruments majeurs pour le défi agro-industriel face à la frilosité du secteur bancaire traditionnel qui ne répond qu'à 3% des besoins du secteur en termes de financement ; favoriser l'investissement agro-digital grâce à l'innovation, à la formation et à l'implication cruciale des femmes et des jeunes, échanger sur les bonnes pratiques entre décideurs de haut niveau », a expliqué la fondatrice du Think Tank Afrique grenier du monde.

Pour elle, la politique, la finance, le numérique, l'autonomisation des femmes et l'emploi des jeunes font partie des leviers majeurs à activer pour une réelle promotion de l'Agrobusiness. Quant à Yao Tossavi, secrétaire général de l'institution consulaire, il a regretté le fait que malgré ses potentialités agricoles, l'Afrique consacre encore presque 20 000 milliards de francs CFA à l'importation d'aliments par an.

Une charge qui empêche la stabilité macroéconomique et fiscale des pays africains. « En réalité, l'Afrique n'a pas besoin de ces importations alimentaires, elle a tellement de potentialités agricoles, des terres disponibles. Elle détient même 65% des terres arables non exploitées du monde. C'est l'Afrique qui devrait nourrir le monde, pas l'inverse », assure-t-il ■

Source : <https://www.ticmag.net>

OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS



Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

CONSO
& SANTE

Des recettes « déttox »
étonnamment simples



Après une période de fêtes ou un repas trop copieux, vous chercherez peut-être comment perdre du poids le plus vite possible. C’est un grand classique du mois de janvier et des semaines qui précèdent les vacances à la plage. Mais pas de panique ! Oubliez les cures de purification à base de jus et les super régimes hypocaloriques. Optez plutôt pour un remède concocté par Dame Nature. Désintoxiquez-vous avec des aliments complets et nutritifs. Cette approche n’a pas d’effet restrictif et ne nécessite pas beaucoup de motivation pour s’y tenir car elle repose sur des aliments savoureux et naturels.

Voici des recettes de base à ajouter à votre régime hebdomadaire. Il suffit de faire le plein de vos fruits, légumes et céréales complètes préférées et de vous servir des recettes ci-dessous comme guide. Que ce soit pour réaliser le sandwich de petit-déjeuner parfait, préparer une délicieuse salade, cuire un peu de soupe, ou préparer un smoothie, la désintoxication n’a jamais été aussi facile, ni aussi délicieuse !

PAIN GRILLÉ ET AVOCAT

Jetez les barres énergétiques industrielles et optez plutôt pour une recette à base de pain grillé et d’avocat. Le pain grillé est surmonté d’une crème d’avocat saupoudrée de piment de Cayenne pour un petit déjeuner riche ou pour une collation énergétique de l’après-midi qui ne prend que deux minutes à préparer. Ajoutez à ce pain grillé des protéines en mettant un œuf ou essayez de préparer une tartine avec d’autres garnitures de légumes comme des tomates, des oignons, du chou et des radis.

SOUPE ÉPICÉE AUX LÉGUMES

Il s’agit là d’un excellent repas amincissant. La soupe, très peu calorique, vous rassasie tout en vous offrant des tonnes de nutriments. L’assortiment de légumes et de graines de cette recette renferme 10 grammes de fibres pour seulement 250 calories par bol, tandis qu’un soupçon d’épices ajoute un coup de fouet à cette recette pour éveiller vos papilles gustatives.

SMOOTHIE BANANE-NOIX

Les gens ont tendance à associer la désintoxication avec les jus, mais les smoothies font encore mieux l’affaire. Non seulement ils sont plus faibles en sucre, mais ils exploitent l’ensemble du fruit ou du légume, augmentant ainsi la teneur en fibres pour obtenir un repas ou une collation plus riche. Cette version du smoothie à la banane et aux noix, qui renferme 13 grammes de protéines riches, est parfaitement adaptée aux mois les plus froids quand nous avons une folle envie d’aliment plus copieux comme les bananes onctueuses et le beurre d’arachide en quantité.

CHOU-FLEUR RÔTI AU PARMESAN ET SAUCE BAL-SAMIQUE

Les pommes de terre ont tendance à être un accompagnement de choix. Cette saison, remplacez ce féculent riche en amidon par une recette savoureuse de choux-fleurs pour égayer votre menu du dîner, tout en disant adieu à votre ventre. Ce légume faible en calories est mélangé avec de l’huile d’olive, du vinaigre balsamique et du parmesan puis rôti jusqu’à l’obtention d’une légère couleur marron, le rendant ainsi croustillant de l’extérieur tout en gardant sa texture naturellement onctueuse.

La Rédaction



AGENDA N° 60

YAOUNDÉ, CAMEROUN, DU 19 – 20 OCTOBRE 2017: AFRICA NOW FORUM.
YAOUNDE 2017 est la première édition des rencontres d’affaires internationales organisées par Africa Business Solutions. Elle est destinée aux entreprises d’Afrique, d’Europe mais aussi à celles d’autres pays qui s’intéressent au continent africain. L’objectif de ces rencontres d’affaires est de permettre aux dirigeants et responsables d’entreprises de se rencontrer, d’échanger sur leurs besoins, leurs compétences, leurs produits afin d’envisager des collaborations, des partenariats d’affaires, et surtout de tisser des liens entre eux.

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE DU 14 AU 17 NOVEMBRE 2017 : cette Conférence, intitulée CLPA-2017, se tiendra sur le thème : « L’Afrique que nous voulons: Réaliser la transformation socioéconomique à travers un accès inclusif et équitable de la jeunesse à la terre. »
La seconde conférence sur la politique foncière en Afrique sera organisée par l’initiative de politique foncière (Land Policy Initiative -LPI) qui est une initiative conjointe de la commission de l’Union africaine, de la commission économique pour l’Afrique des Nations-unis et de la Banque africaine de développement.

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE DU 4 AU 6 DÉCEMBRE 2017 : Conférence économique africaine 2017 sur le thème : « Mettre la gouvernance au service de la transformation structurelle. »

CHARM EL-CHEIKH, ÉGYPTES DU 7 – 9 DÉCEMBRE 2017 : Sommet Africain de Charm el-Cheikh. L’Africa 2017 est organisé par le Ministère de l’Investissement et de la Coopération internationale de l’Égypte en partenariat avec l’Agence régionale d’investissement COMESA (RIA.) L’édition de cette année portera sur le renforcement des liens intra-africains pour stimuler l’investissement et la collaboration du secteur privé, réunissant certains des acteurs clés des entreprises et du gouvernement. L’Africa 2017 aura un programme pro-business offrant une plate-forme pour découvrir quelques-unes des opportunités d’investissement les plus intéressantes du continent ainsi qu’une opportunité de débattre et de formuler des solutions à certaines des questions les plus urgentes d’Afrique.

flyafrijet.online

PROGRAMME DES VOLS DU 29 OCTOBRE 2017 AU 24 MARS 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - - - -	10H00	12H30
Franceville	L - M J - - - - - - - V - D	10H00 13H00	11H30 14H30
Pointe-Noire	- M - J - - - - - - - - D	10H15 20H00	12H30 22H15
Port - Gentil	L M M J V S - L - M J - - - - - - - V - - L M M - - - D	07H30 17h00 18h00 20H15	08H05 17h35 18h35 20H50
Sao Tomé	L M M J V S D - - - J - - - - - - - - D	20H30 18H00 15H15	21H05 17H55 15H10

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M M J V S - - M - J - - - L - M J - - - L M M J V S D - - - - V - - L M M - - - D	08H30 16H45 18h15 18H45 19H15 21H15	09H05 17H20 18h50 19H20 19H50 21H50

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (via Port-Gentil)	- M - J - - - L - - - - -	14H45 09H15	17H20 11H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H15

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - - L - M - - - - - - - - V - D	12H15 14H45 15H15	13H45 16H15 16H45

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - - - - - - - D	18H40 15H55	20H35 17H50

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire et Sao Tomé

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage
Hotline LBV : (+241) 07 56 03 03 ou (+241) 02 01 17 17
Hotline POG : (+241) 02 03 32 01
Hotline FCV : (+241) 02 00 90 01, Hotline Moanda : (+241) 02 29 93 93

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



Siège social BICP

Vos **projets** sont les nôtres **construisons-les ensemble**



Villa des Hauts d'Angondjé
(Vente terrain 1600m² TF + projet et villas)



Immeuble Commercial d'Angondjé
(Vente terrain 1200m² TF + projet immeuble)



Villas jumelées les Hauts d'Angondjé
(Villas de 2 à 4 chambres)

BICP VOUS AIDE

- A recenser l'ensemble de vos choix d'acquisition .
- A inventorier les documents relatifs à une acquisition ou une cession ;
- A réaliser le montage d'un dossier de crédit
- A harmoniser la qualité et les procédures de mise en relation propriétaire-acheteur

@ pchandezon@gmail.com

📞 pchandezon

🌐 www.bicpconseil.ga

A vendre Villas / Terrains / Immeubles



Ecole américaine à Glass (TF 2000m²)



Villa des Hauts d'Angondjé

A louer Appartement meublés / Studios / Bureaux



Immeuble de Louis



Appartement meublés



Appartement meublés



Bureau de 40 à 500m²



Bureau haut standing



Hall d'entrée bureau

Immeuble BICP, bord de mer
1474, avenue Georges Pompidou
BP 4562 Libreville - Gabon



(241) 01 73 18 80
(241) 05 31 70 00



UNE ÉQUIPE FIÈRE DE SES 30 ANS DE SUCCÈS, PRÊTE À RELEVER LES ENJEUX AÉROPORTUAIRES DE DEMAIN AU GABON

Les enjeux d'ADL demain

- Certification de l'aérodrome de Libreville par l'ANAC: une adaptation nécessaire aux exigences nationales et internationales
- Airport Carbon Accreditation, une démarche environnementale visant à réduire les gaz à effet de serre
- Assurer la transition avant la livraison du nouvel aéroport en modernisant l'aérogare actuelle
- Accompagner l'État dans sa volonté de dynamiser l'activité aéroportuaire



UNE ÉQUIPE MOTIVÉE AU SERVICE DE SES CLIENTS PASSAGERS ET COMPAGNIES AÉRIENNES

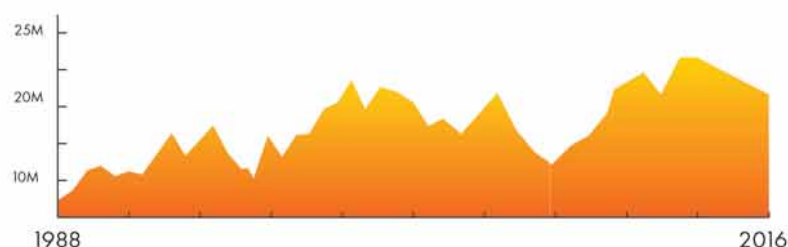


15 Pays desservis en vol direct
21 destinations
13 compagnies aériennes



TRAFIC CUMULÉ

- Plus de 21 Millions de passagers sont passés par l'aéroport de Libreville :



- Fret et poste :

+ de 470 000 Tonnes



- Nouveau portail sur le monde : <http://www.libreville-aeroport.com/>

AÉROPORT DE LIBREVILLE S.A.

BP 363 / Tél. : (+241) 01 73 62 44 - (+241) 01 73 62 46 - (+241) 01 73 62 47

Fax : +241 01 73 61 28 / Site : www.libreville-aeroport.com

